

Joinville-le-Pont, le 28 janvier 2019

Services Techniques – Urbanisme.

NG/AP

Dossier suivi par : Mme GILLIG et Mme PARRA

☎ : 01.49.76.60.28

N/REF. : A1807339

V/REF. : LF/MS/2018-4903

Objet : Avis sur projet de PLU révisé arrêté le 15/10/2018 par le Conseil Territorial (reçu en Mairie le 29/10/2018)

**EPT Paris Est Marne et Bois**  
**1 place Uranie**  
**94340 JOINVILLE LE PONT**

**A l'attention de Monsieur Sylvain BERRIOS**  
**Vice-Président délégué à l'urbanisme**  
**– Maire de Saint-Maur-des-Fossés**

*Remise en mains propres le 28/01/2019*

Monsieur le Vice-Président,

Conformément à l'article L153-16 du Code de l'Urbanisme, vous avez bien voulu me soumettre, en tant que personne publique associée à la procédure de révision, le projet de PLU révisé arrêté, afin que cet avis puisse être joint au dossier d'enquête publique devant se dérouler au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

Je souhaite formuler plusieurs demandes de modifications mineures sur le dossier de PLU :

a) Concernant la pièce n°1 du dossier de PLU (Rapport de présentation – partie 2 justification des dispositions du PLU) :

- Surface des zones : modification de la surface dans le tableau des terrains passant du secteur UNa à la zone UE (erreur matérielle)

> *La page du rapport de présentation modifiée sera transmise sous 7 jours à compter de la date du présent courrier.*

- En page 27 à l'article 23 supprimer la phrase "Les constructions devront s'implanter sur les limites séparatives latérales, pour former un front bâti qui limitera l'exposition au bruit routier, en cohérence avec les dispositions du PPBE communal qui identifie ce site parmi les secteurs à enjeux de la Commune." et supprimer le mot « également » dans la phrase suivante : "Les constructions pourront également s'implanter plus proches de la limite (...)"

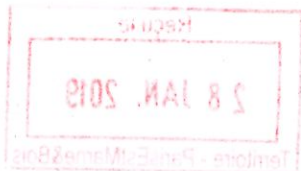
> *voir page du rapport de présentation modifiée en pièce jointe (page 27)*

b) Concernant la pièce n°3 du dossier de PLU (OAP) :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation n°3 : suppression de l'obligation d'implantation de constructions pavillonnaires joignant les limites séparatives latérales et substitution par la même mention que pour la rive gauche de restauration du tissu urbain par l'implantation de constructions neuves de gabarit pavillonnaires

> *voir OAP n°3 modifiée en pièce jointe (page 8)*





c) Concernant la pièce n°4 du dossier de PLU (Règlement) :

- Dispositions générales : concernant le coefficient de biotope dans l'un des exemples de calculs ajout d'une phrase manquante (erreur matérielle)

> voir page du règlement concernée modifiée en pièce jointe (page 8)

- Zone UE : suppression de l'obligation de positionnement sur les 2 limites latérales à l'article 4.2.3

> voir page du règlement concernée modifiée en pièce jointe (page 102)

- Zone UH – plan masse: modification d'emprises et de hauteurs maximales

> voir plan masse modifié du règlement en pièce jointe (page 134)

- Document graphique du PLU: rectification de sa nomenclature conformément au sommaire du PLU révisé arrêté en tant de pièce graphique du règlement (ce n'est pas une annexe du PLU) et rectification du tracé du secteur UBa à hauteur du talus et de la voie pompiers vers la Scène Prévert (erreurs matérielles)

> voir plan graphique modifié du règlement en pièce jointe avec tracé exact du secteur UBa conforme au plan du dossier de création de la ZAC des HDJ

d) Concernant les annexes du PLU :

- Suite à demande de la DRAC en date du 08/10/2018 ajouter aux annexes du PLU les 2 cartes de la DRAC annexées à cette demande (« Joinville-le-Pont 94.042 - Zones de sensibilité archéologique » ; « Document graphique annexé au PLU-édition du 01/07/2010 »)

> voir ces éléments en pièces jointes (Annexes n°15 du PLU)

- Suite à réception d'un porter à connaissance complémentaire de la part de la Préfecture en date du 07/11/2018 ajouter aux annexes du PLU : le courrier de la Préfecture du 07/11/2018 et les éléments suivants de la DRIEE IDF annexés à celui-ci («carte des aléas de novembre 2017 » ; «Porter à connaissance Aléa mouvements de terrain liés aux anciennes carrières – commune de Joinville-le-Pont »)

> voir ces éléments en pièces jointes (Annexes n°16 du PLU)

- Suite à la demande de la Préfecture – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau de l'environnement et des procédures d'utilités publiques en date du 14/08/2018 ajouter aux annexes du PLU les trois Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) suivants : « Le hameau des bords de Marne (ex THOMSON) » ; « Manufacture Cartier Lunettes (MCL) » et « TOTAL relais Joinville ».

> voir ces éléments en pièces jointes (Annexes n°17 du PLU)

- Suite à l'arrêté de l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois n°2019-A14 en date du 14/01/2019 de mise à jour du PLU intégrant l'arrêté préfectoral n°18-4119 en date du 14/12/2018 établissant, au profit de la société du Grand Paris, une servitude

d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 sud (tronçon Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont dans les documents annexes de servitudes d'utilité publique.

*> voir ces éléments en pièces jointes (Annexes n°18 du PLU)*

- Mise à jour de la liste des annexes en ajoutant les annexes 15, 16, 17, 18 et 19 susmentionnées, et en retirant le plan graphique du PLU de la liste des annexes (erreur matérielle), ce dernier étant, conformément au sommaire du dossier de PLU arrêté, une pièce du règlement et non une annexe

*> voir le sommaire des annexes corrigé en pièce jointe*

Vous souhaitant bonne réception de la présente, Monsieur le Vice-Président, je vous prie d'agréer l'expression de mes sincères salutations.



**Jean-Jacques GRESSIER**  
**1er Maire-Adjoint**  
**en charge de l'urbanisme,**  
**du développement durable**  
**et du cadre de vie**



L'orientation d'aménagement et de programmation permet de guider de façon précise les objectifs de l'aménagement de ces différents terrains.

Elle tient compte du PPRI du Val-de-Marne, qui identifie une large partie de ces terrains en « zone verte », inconstructible, destinée à l'épandage des crues de la Marne.

L'orientation d'aménagement et de programmation tient compte de l'histoire de ces terrains, qui étaient autrefois occupés par des zones pavillonnaires dans le prolongement des quartiers de Polangis et du quai de la Marne.

En rive gauche, certains terrains limitrophes des pavillons existants seront rendus constructibles dans le PLU par un passage en zone UE.

Les terrains situés en zone verte du PPRI et au sud du viaduc autoroutier pourront recevoir des plantations agricoles pour tirer profit de leur exposition. Les activités sportives actuelles (centre équestre) seront conservées sur le site.

Au nord du viaduc autoroutier, les terrains actuellement en friche seront remis en état et entretenus sans que l'OAP ne fixe de destination particulière.

Enfin, à l'est en limite de Champigny, les terrains pourront accueillir un équipement public municipal de gestion des espaces publics (stockage de matériaux notamment) dans le respect du cadre paysager du Boulevard des Alliés.

En rive droite, l'OAP fixe la forme architecturale pour les constructions qui s'implanteront en bordure Nord de la rue Nouvelle.

Les constructions pourront s'implanter plus proches de la limite de fond de parcelle que dans le reste de la zone UE, pour favoriser l'implantation de jardins sur la partie Sud des parcelles, mieux exposée et protégée du bruit.

Au nord, les terrains les plus proches du viaduc autoroutier sont destinés à l'implantation d'un parking public en surface pour soulager le secteur qui souffre d'un manque de stationnement, en coordination avec le projet en cours de requalification de la voirie du quai de la Marne.

Cette OAP s'inscrit dans le cadre des orientations du SDRIF, qui visent à l'optimisation des tissus urbains existants de la petite couronne, en permettant l'augmentation de la densité de population du quartier.

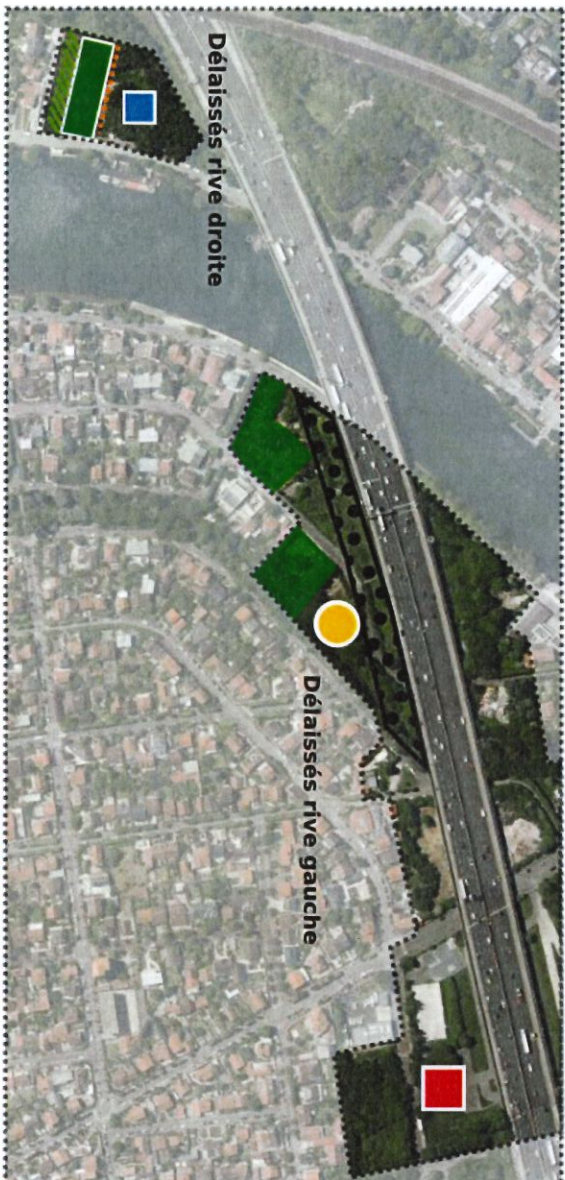
### Évolutions par rapport au PLU de 2007

Le PLU de 2007 identifiait déjà dans son diagnostic ces terrains comme des friches urbaines à reconquérir. Toutefois, la commune n'avait à l'époque pas la maîtrise du foncier, et par conséquent n'avait pas les moyens de mener une politique ambitieuse sur ce site.






La nouvelle OAP vient compléter l'acquisition de ces terrains par la commune et pose le cadre de leur requalification en définissant les grandes orientations des futurs projets







## OAP n°3 : terrains des délaissés de l'A4/A86



### 1. Aménager les terrains de la rue Nouvelle dans le respect de l'environnement proche

-  Restaurer le tissu urbain en implantant des constructions neuves de gabarit pavillonnaire
-  Garantir une marge de retrait par rapport à la rue
-  Nouvelle aménagée majoritairement en espaces verts
-  Permettre une implantation jusqu'à 2,5m de la limite de fond de parcelle
-  Aménager un parking public

### 2. Réintégrer les terrains des délaissés de l'A4 en rive gauche au quartier de Polangis

-  Restaurer le tissu urbain en implantant des constructions neuves de gabarit pavillonnaire
-  Maintenir ou relocaliser à proximité de leur emplacement actuel les activités de loisirs existantes
-  Planter un espace vert à vocation paysagère ou agricole
-  Réaliser un équipement public communal destiné à l'entretien des espaces publics

Coefficient de biotope minimum à appliquer (constructions neuves)	0,4	0,4	0,4
Superficie de pleine terre du projet	200 → correct en zone UE (minimum 175 m <sup>2</sup> )	100 → insuffisant en zone UE (projet à revoir)	100 → insuffisant en zone UE (projet à revoir)
Superficie de façade végétalisée du projet	0	0	80
Superficie de toiture végétalisée du projet	0	60	150
Surface de biotope du projet (avec application des coefficients du tableau ci-dessus)	200x1 = 200m <sup>2</sup>	100x1 + 60x0,8 = 148m <sup>2</sup>	100x1 + 80x0,7 + 150x0,8 = 276m <sup>2</sup>
Coefficient de biotope du projet	200 / 500 = 0,40 → correct en zone UE (minimum 0.4)	148 / 500 = 0,3 → insuffisant en zone UE (projet à revoir)	276 / 500 = 0,56 → correct en zone UE (minimum 0.4)
Conclusion	Projet ok pour la surface minimale d'espace vert et pour la surface minimale de biotope	Projet à revoir car surfaces minimales de pleine terre et de biotope non atteintes	Projet à revoir car surface minimale d'espace vert non atteinte

Zone UE	Suite Exemple 2 Projet revu (avec pleine terre, et toiture végétalisée ou espaces verts sur dalle)	Suite Exemple 3 Projet revu (combinant pleine terre, toiture végétalisée ou espaces verts sur dalle et façade végétalisée)	Suite bis Exemple 3 Projet revu (combinant pleine terre, toiture végétalisée ou espaces verts sur dalle et façade végétalisée)
Superficie de la parcelle	500	500	500
Pourcentage minimum d'espace vert en pleine terre	35%=175 m <sup>2</sup>	35%=175 m <sup>2</sup>	35%=175 m <sup>2</sup>
Coefficient de biotope minimum à appliquer (constructions neuves)	0,4	0,4	0,4
Superficie de pleine terre du projet	175 → correct en zone UE (minimum 175 m <sup>2</sup> )	175 → correct en zone UE (minimum 175 m <sup>2</sup> )	180 → correct en zone UE (minimum 175 m <sup>2</sup> )
Superficie de façade végétalisée du projet	0	18	12



L'aménagement de dispositifs destinés à l'accès des personnes à mobilité réduite sera toléré dans les marges de retrait, sous réserve que leur implantation soit étudiée de façon à minimiser le volume qu'ils y occupent.

#### **4.2.3. Cas particulier des terrains en bordure de la rue Nouvelle compris dans le périmètre de l'OAP n°3**

Dans le cas de terrains en angle, seule la rue Nouvelle sera considérée comme une voie au sens de l'article UE3.

Les constructions nouvelles devront s'implanter avec un retrait de **2,5 m.** minimum par rapport à la limite de fond de parcelle, indépendamment de la présence ou non de vues en façades.

#### **4.2.4 Terrasse ou balcon en limite séparative**

En cas d'implantation en limite séparative, la création de vue étant interdite : au nu de terrasse ou de balcon, il devra être prévu un pare-vue fixe d'une hauteur au moins égale à **1,90 m.**, et opaque ou translucide.

### **Article UE 5 Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur un même terrain**

Les constructions non contiguës situées sur un même terrain doivent être implantées de telle manière que la distance au droit de tout point des façades existantes ou à construire soit égale à :

- au moins **2,50 m.** en l'absence de vue
- ou au moins **6,00 m.** en cas d'existence de vue sur l'une au moins des façades se faisant face

La distance minimum entre un bâtiment existant et une annexe ou entre deux annexes est de **1,00 m.** Cette dernière disposition n'est pas applicable aux EICSP

### **Article UE 6 Emprise au sol des constructions**

#### **6.1 Dispositions générales**

##### **6.1.1- Dispositions applicables à toutes les constructions hors EICSP et hors opérations mixtes comprenant un EICSP**

L'emprise au sol des constructions ne pourra excéder **50 %** de la superficie du terrain.

##### **6.1.2- Dispositions applicables aux EICSP**

Il n'est pas fixé d'emprise au sol maximum pour les constructions intégralement destinées aux EICSP.







---

**Re: URGENT : Demande dans cadre procédure révision de notre Plan Local d'Urbanisme**

---

**De :** MORENO laurence  
<laurence.moreno@culture.gouv.fr>

lun., 08 oct. 2018 13:23

**Objet :** Re: URGENT : Demande dans cadre procédure  
révision de notre Plan Local d'Urbanisme

**À :** LEVEQUE Edouard <e.leveque@joinvillelepont.fr>

**Répondre à :** laurence moreno  
<laurence.moreno@culture.gouv.fr>

Bonjour M. Lévêque,

je vous remercie pour votre offre de consultation.  
Cependant, il ne me sera pas possible d'assister aux réunions.

Il est en effet important que vous puissiez joindre les cartes de  
zonage  
archéologique en annexes.

En effet, sur les zones considérées, il faudra consulter la Drac-  
Sra en  
amont des projets.

Bien cordialement,

Laurence Moreno  
Ingénieur d'études  
Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France  
Service régional de l'archéologie  
47, rue Le Peletier  
75009 PARIS  
Téléphone : 01.56.06.51.69  
Courriel : laurence.moreno@culture.gouv.fr

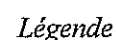
Chercheur associé à l'UMR 8546/ENS AOROC - Monde romain  
Archéologie et Philologie d'Orient et d'Occident


LEVEQUE Edouard a écrit :

- > Merci à vous Madame Moreno, souhaitez vous être consultée en tant que
- > PPA (personnes publiques associées) dans le cadre de la révision de
- > notre PLU?
- > En effet, le territoire EPT10 PEMB va bientôt solliciter les PPA sur
- > le dossier de révision de notre PLU qui sera arrêté le 1er

**Document graphique annexé au  
Plan Local d'Urbanisme.**

Commune de : **JOINVILLE-LE-PONT - 94 042 (Val-de-Marne)**



 Limites administratives : " Sources : I.G.N, BD Carthage (2000) ".  
 Zones de sensibilité archéologique.  
 Zones alluviales à fort potentiel archéologique (Bords de Marne, paléochenaux)

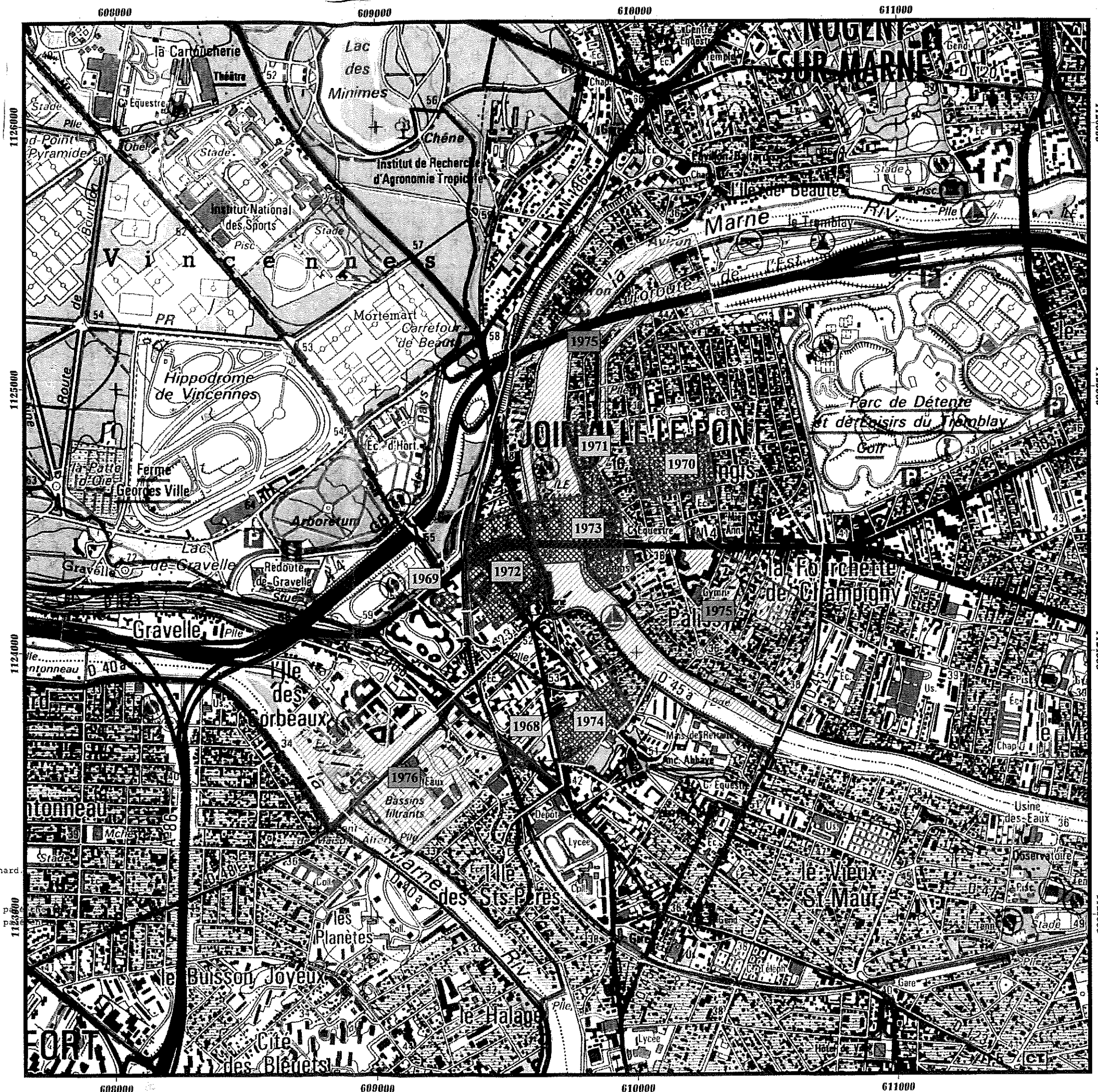
Saisie		Objet	
1968	02	- Chapelle Notre-Dame de Presles mentionnée dès le XIVe siècle.	
1969	03	- Léproserie mentionnée dès le XIIIe siècle.	
1970	04	- Château de Polangis et parc (XIIIe-XVIIIe siècles)	
1971	05	- Port Longini : Port-Ferme mentionné au XIIIe siècle.	
1972	01	- Bourg mentionné au XIIIe siècle, Port Olin et Chapelle Saint-Léonard	
1973	06	- Pont Olini mentionné au XIIIe siècle et Moulins au XIVe siècle.	
1974	07	- Château mentionné au XVIIIe siècle.	
1975	08	- Zones alluviales à fort potentiel archéologique (Bords de Marne, p	0000
1976	09	- Zones alluviales à fort potentiel archéologique (Bords de Marne, p	0000



1:15000

Données Patriarche  
SCAN 25 - © IGN PARIS - 2001 - Licence n°2000/CUIN/9036.  
"reproduction interdite"

D.R.A.C. / S.R.A. / LM / édition du 01/07/2010





15.1



Joinville-le-Pont 94.042  
Zones de sensibilité archéologique

Code	Intitulé / Attribution chronologique
2273	Zone de saisine / Manoir-château de Polangis (Médiéval - Moderne).
2274	Zone de saisine / Château (Moderne).
2275	Zone de saisine / Bourg ancien (Médiéval - Moderne) ; port et pont Olin, port-Ferme Longini, moulins (Médiéval - Moderne)
2277	Seuil : 2000 m <sup>2</sup> / Zone alluvionnaire à fort potentiel archéologique (bords de Marne).

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Unité départementale de Paris

Créteil, le 7 NOV. 2018

Pôle interdépartemental de Prévention des risques naturels

Nos réf. : PIRIN/2018/233

Affaire suivie par : Alain ADAM

[alain-if.adam@developpement-durable.gouv.fr](mailto:alain-if.adam@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 01 87 36 46 08

Courriel : [pirin.ud75.drie-e-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pirin.ud75.drie-e-if@developpement-durable.gouv.fr)

Monsieur le Maire,

Comme vous le savez, votre commune est exposée sur certains secteurs aux risques d'affaissement et d'effondrement de terrain liés à la présence d'anciennes carrières. Afin de développer la connaissance de ces phénomènes de mouvements de terrain, l'Inspection générale des carrières (IGC) a réalisé une étude de l'aléa en 2005 sur le secteur regroupant les communes de Charenton-le-Pont, Joinville-le-Pont, Saint-Mandé, Saint-Maur-des-Fossés et Saint-Maurice.

À ce titre, une réunion avec les services techniques communaux s'est tenue le 28 juin 2017. Les échanges ont permis de mettre à jour les cartes d'aléas en novembre 2017. Elles vous ont été présentées le 20 mars 2018 ainsi que les recommandations en matière d'urbanisme qui en résultent.

Je porte à votre connaissance cette étude et la carte des aléas sur votre commune qui vous sont transmises en pièces jointes. Cette carte distingue quatre niveaux d'aléa allant de très fort à faible. L'ensemble de ces zones correspond aux secteurs exposés aux risques d'effondrement et d'affaissement liés aux anciennes carrières.

En l'absence à ce stade d'un plan de prévention des risques approuvé, je vous invite à mettre en œuvre les recommandations concernant l'instruction des autorisations d'urbanisme et l'information préventive qui sont indiquées dans l'annexe technique ci-jointe. À titre indicatif, une carte des secteurs d'aménagement sur votre commune vous est également adressée.

Enfin, je vous rappelle qu'en application de l'article L. 563-6 du Code de l'environnement, dès lors que l'existence d'une cavité souterraine dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes ou aux biens est portée à votre connaissance, il vous appartient de m'en informer sans délai.

Monsieur Olivier DOSNE  
Maire de Joinville-le-Pont  
23 rue de Paris  
BP 83  
94340 JOINVILLE-LE-PONT

Copies :  
• Préfecture / DCPAT  
• Sous-préfecture de Nogent-sur-Marne  
• DRIEA / UD 94  
• DRIEE / UD 94  
• DRIEE / UD 75 / PIRIN



Certificat N° A 1607  
Champ de certification disponible sur :  
[www.drie-ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.drie-ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)



Les services de l'État pourront donner toute information complémentaire dont vous-même ou vos propres services auraient besoin.

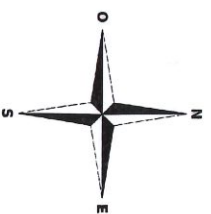
Je vous d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

*Zœnia* *vous*

Le Préfet,  
**Laurent PREVOST**

# Carte des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières

## Commune de Joinville-le-Pont



Légende :

- Aléa très fort
- Aléa fort
- Aléa moyen
- Aléa faible



Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France  
Pôle interdépartemental de prévention des risques naturels

Date : novembre 2017  
Echelle : 1/7500  
Format d'impression : A3  
Données : IGC  
Fond de carte : BD Topo 2011



PREFET  
DU VAL-DE-MARNE



## **ANNEXE TECHNIQUE**

Préfecture du  
Val-de-Marne

Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement et de  
l'énergie Île-de-France

Pôle interdépartemental  
de prévention  
des risques naturels

Juin 2018

# ***Porter à connaissance Aléa mouvements de terrain liés aux anciennes carrières commune de Joinville-le-Pont***

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie  
d'Île-de-France

[www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)



# 1 - Introduction

La commune de Joinville-le-Pont est exposée aux risques de mouvements de terrain liés à la présence d'anciennes carrières. Elle fait partie des 22 communes du Val-de-Marne pour lesquelles l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles par affaissements et effondrements de terrain a été prescrit par l'arrêté préfectoral n° 2001/2822 du 1<sup>er</sup> août 2001.

En 2005, l'Inspection générale des carrières (IGC) a réalisé une étude de l'aléa mouvements de terrain liés aux anciennes carrières exploitées en souterrain ou à ciel ouvert sur le secteur regroupant les communes de Charenton-le-Pont, Joinville-le-Pont, Saint-Mandé, Saint-Maur-des-Fossés et Saint-Maurice.

Le rapport de cette étude d'aléa, établi en novembre 2005, décrit d'abord le contexte géologique et les types d'exploitations sur le territoire étudié ainsi que les phénomènes redoutés. Ce rapport présente ensuite l'inventaire des carrières à ciel ouvert et souterraines connues sur le secteur étudié ainsi que l'évaluation et la caractérisation des aléas.

La localisation et la description des anciennes carrières sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont ainsi que les désordres survenus sont détaillés en pages 23 à 25 du rapport d'étude. Les anciennes exploitations souterraines ou à ciel ouvert de calcaire grossier sont situées dans la partie ouest de la commune, en s'étendant de la limite avec la commune de Saint-Maurice aux rues Chapsal et Vautier, entre l'avenue des Canadiens au nord et la rue Henri Barbusse au sud.

À partir de la méthodologie d'évaluation et de caractérisation des aléas, qui est présentée en pages 26 à 32 du rapport d'étude, quatre niveaux d'aléa ont été retenus (très fort, fort, moyen et faible) et une cartographie des aléas a été élaborée. La cartographie des aléas sur le secteur étudié a été mise à jour en 2017 par l'IGC. La carte des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières sur la commune de Joinville-le-Pont figure en annexe.



## 2 - Recommandations en matière d'urbanisme

En application de l'article L. 563-6 du Code de l'environnement, les communes ou groupements de communes compétents en matière d'urbanisme élaborent en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situées les cavités souterraines et les marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. En outre, l'article L. 101-2 du Code de l'urbanisme mentionne que l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre notamment l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles. **Il convient donc d'annexer au plan local d'urbanisme, la carte des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières ci-jointe.**

**Lors de l'instruction des demandes de permis de construire**, il est recommandé, en recourant aux dispositions de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme :

- **en zone d'aléa très fort**, d'interdire les constructions nouvelles lorsque les projets sont localisés en dehors des zones d'aménagement concerté (ZAC) et des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ;
- **dans toutes les zones d'aléa**, d'interdire les puisards ou les puits d'infiltration et de rendre obligatoire le raccordement des eaux usées et pluviales aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent ;
- sous réserve que le pétitionnaire mette en œuvre des mesures nécessaires pour s'assurer de la stabilité du sous-sol (comblement ou traitement des anciennes carrières, adaptation des fondations...), notamment par la réalisation d'études géotechniques :
  - **en zone d'aléa très fort**, d'autoriser les constructions nouvelles uniquement lorsque les projets sont situés au sein de ZAC ou de QPV ;
  - **dans les zones d'aléa fort à faible**, d'autoriser les constructions nouvelles ;
  - **dans toutes les zones d'aléa**, d'autoriser les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics ou les travaux et aménagements permettant de réduire l'exposition aux risques ;
  - **dans toutes les zones d'aléa**, d'autoriser les reconstructions après sinistre.

Une fiche relative aux modalités de mise en œuvre des études et travaux est également jointe : elle pourrait utilement être transmise aux pétitionnaires.

Il est conseillé d'avertir les pétitionnaires, le plus en amont possible, que les **coûts associés** à la réalisation des études géotechniques et des travaux de consolidation peuvent s'avérer onéreux, ainsi que de l'**exigence de qualité** des études et du respect de leurs conclusions afin de garantir la sécurité des personnes.

**Dans le règlement du document d'urbanisme**, il est conseillé de retranscrire ces dispositions.

**L'analyse approfondie des enjeux qui sera conduite lors de la phase d'élaboration du plan de prévention des risques permettra de préciser les zones d'inconstructibilité.**

### 3 - Recommandations en matière d'information préventive

Afin de sensibiliser et de responsabiliser les citoyens face aux risques liés aux anciennes carrières, il convient de réaliser les actions d'information préventives suivantes :

- l'élaboration du **document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)** qui synthétise la description des phénomènes et leurs conséquences sur les personnes et les biens, et précise les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre ainsi que les moyens d'alerte en cas de survenance d'un risque. **Il conviendrait de diffuser le DICRIM très largement sur le territoire communal.**
- l'élaboration du **plan communal de sauvegarde (PCS)** qui regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Le PCS détermine, en fonction des risques connus, les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.
- la réalisation d'**une information périodique**, a minima tous les deux ans, sur les risques liés aux anciennes carrières via des réunions publiques ou par tout autre moyen approprié. En particulier, il conviendrait de rappeler que conformément à l'article 552 du Code civil, **la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous**. De ce fait, la responsabilité de la bonne exécution des travaux de consolidation des cavités souterraines et leur prise en charge financière incombe, sauf situation de propriété particulière, au propriétaire des terrains de surface. Il en est de même pour l'entretien des ouvrages de protection ou de consolidation. En outre cette information serait l'occasion de rappeler aux particuliers qu'en application de l'article L. 563-6 du Code de l'environnement, obligation leur est faite d'informer le maire de la connaissance de l'existence d'une cavité souterraine.



# Fiche relative aux modalités de mise en œuvre des études et travaux

## Objectifs des études

Lorsque les cavités sont accessibles (et non accessibles actuellement mais pouvant être rendues accessibles aisément), les objectifs de l'examen géotechnique sont les suivants (norme NF P 94-500 mission de type G5 ou norme européenne équivalente) :

- évaluer l'état de conservation des cavités ;
- suivre l'évolution des cavités ;
- définir les travaux confortatifs éventuellement nécessaires pour garantir la stabilité des cavités et/ou la surveillance à exercer ;
- vérifier la concordance des structures du bâti existant ou futur avec le contexte géotechnique.

Lorsque les caractéristiques et/ou l'extension des cavités sont mal connues, les objectifs de la campagne de reconnaissance des sols par sondages sont les suivants (norme NF P 94-500 mission de type G2 – PRO phase projet ou norme européenne équivalente) :

- déterminer l'existence des cavités ;
- préciser les caractéristiques des cavités (contours, extension, hauteurs d'exploitation et de recouvrement pour les carrières souterraines, hauteur des remblais pour une exploitation à ciel ouvert, profondeur et amplitude des anomalies et épaisseur de gypse résiduel pour la dissolution du gypse) ;
- connaître leur état de comblement (vides, partiellement remblayés, comblés, etc. ...) ;
- évaluer leur état de stabilité (partiellement effondrés, toits effondrés, etc. ...) ;
- apprécier la qualité du recouvrement (terrains décomprimés, amorces de fontis, cloches, etc. ...) ;
- définir les travaux éventuels nécessaires et suffisants pour assurer la mise en sécurité de la propriété (comblement des vides, traitement des anomalies, etc. ...) ;
- prendre en compte le contexte géotechnique dans le dimensionnement des fondations de la construction projetée et/ou vérifier la concordance des structures existantes avec les résultats des études et travaux menés.

Les études sont menées avec les moyens appropriés par un organisme compétent, possédant dans la mesure du possible les qualifications 1001 « étude de projets courants en géotechnique », 1002 « étude de projets complexes en géotechnique » et 1201 « étude de fondations complexes » de l'Organisme Professionnel de Qualification de l'Ingénierie : infrastructure – bâtiment – industrie (O.P.Q.I.B.I.), ou une qualification européenne équivalente telles que :

- maîtrise des techniques permettant d'appréhender le confortement réciproque des sols et ouvrages complexes ;
- connaissance approfondie des procédés spéciaux de traitement des sols, des fondations, et des conditions de stabilité et de soutènement des terres ;
- ou des compétences reconnues dans ces domaines, certifiées et vérifiables.

Ces qualifications sont également requises pour le maître d'œuvre des travaux selon le cas d'espèce.

Il est recommandé de se faire assister par un maître d'œuvre ou par un bureau d'étude spécialisé pour la définition et le contrôle des investigations et des travaux de mise en sécurité des cavités souterraines.

La réalisation de ces travaux spécifiques nécessite de les faire effectuer par une entreprise spécialisée dans ce domaine. La définition, la réalisation et le contrôle de ces travaux restent de l'entière responsabilité du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre du projet, du bureau de contrôle et de l'entreprise.

Il est fortement recommandé de mener les investigations et les travaux éventuels en accord avec tous les propriétaires concernés par les excavations.

## **Documents de référence**

Les études et les travaux recommandés sont réalisés en conformité avec les règles constructives et notices techniques en vigueur notamment les documents de référence suivants, téléchargeables depuis les sites internet ci-après.

## **Études**

Recommandation – I.G.C. – Service Interdépartemental – 78/91/95	
Reconnaissance des sols par sondages	2017
Recommandation pour les examens géotechniques	2017
Note sur l'accès aux cavités et le droit de propriété	2017

## **Travaux**

Notices techniques – I.G.C. – Ville de Paris	
Injection gravitaire, clavage et traitement des fontis, préalables à la mise en œuvre de fondations profondes, de type pieux ou micropieux de type supérieur ou égal à II, en zone sous minée par d'anciennes carrières souterraines ou à ciel ouvert	6 janvier 2003
Travaux de consolidations souterraines exécutés par injection pour les carrières de Calcaire Grossier, de gypse, de craie et les marnières	15 janvier 2003
Travaux de consolidations souterraines exécutées par piliers maçonnes dans les carrières de calcaire grossier situées en région parisienne.	15 juillet 2004
Travaux d'injection des anomalies liées à la dissolution du gypse antéludien	31 janvier 2016

## **Sites internet à consulter :**

- Site de l'Inspection Générale des Carrières Yvelines – Val d'Oise – Essonne : <http://www.igc-versailles.fr>
- Site de la Ville de Paris : <http://www.paris.fr>



Elu → envoi Scan  
pour avis et  
inventaire demande à la Préf  
ajout de sites à la  
liste SIS avant le  
24/04/2019



PREFET DU VAL-DE-MARNE



DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE

Créteil le

14 AOUT 2018

AFFAIRE SUIVIE PAR Madame Annie POLLIEN

T : 01.49.56.82.23

F : 01.49.56.84.08

E : annie.pollien@val-de-marne.gouv.fr



Monsieur le Maire,

Les secteurs d'information sur les sols (SIS) doivent être créés par arrêté préfectoral, conformément à l'article 173 de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR). L'objectif est d'assurer une meilleure prise en compte des pollutions des sols dans les aménagements futurs.

Les SIS recensent, par commune, les terrains où la connaissance de la pollution justifie la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

Seuls sont exclus du dispositif les installations classées (et les installations nucléaires de base) en fonctionnement, les sites bénéficiant déjà de servitudes d'utilité publique adaptées prises en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement, ainsi que les pollutions pyrotechniques liées aux explosifs et pièges de guerre.

La création des SIS aura notamment les conséquences suivantes en matière d'urbanisme :

- les SIS devront être annexés au plan local d'urbanisme ;
- toute demande du permis de construire ou d'aménager déposée sur un SIS devra contenir une attestation par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, qui garantit la réalisation de l'étude de sol ainsi que sa prise en compte dans la conception du projet (R. 556-3 du code de l'environnement) pour tenir compte de la pollution ;
- le certificat d'urbanisme indiquera si le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels (CASIAS, qui géo-référencera l'ensemble des anciens sites industriels décrits dans la base de données BASIAS) ou sur un SIS (L. 125-6 du code de l'environnement).

Par ailleurs, l'article R. 125-6 du code de l'environnement prévoit que l'information des acquéreurs et locataires sur l'état des risques naturels, miniers et technologiques soit complétée par une information sur la pollution des sols pour les terrains répertoriés en secteur d'information sur les sols.

Monsieur le Maire de JOINVILLE LE PONT  
Hôtel de ville

Vous trouverez une plaquette d'information détaillant toutes les informations utiles relatives à la création des SIS sur le site :

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols>

Pour votre commune, les projets de création de SIS ont été établis à partir des informations disponibles :

- dans la base de données BASOL relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ;
- dans l'inventaire historique des sites industriels et activités de service (BASIAS) ;
- dans les dossiers connus d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), ayant fait l'objet d'une cessation d'activité.

**Vous trouverez ci-joint le dossier de projet de création de SIS pour votre commune. Je vous remercie de me faire part de vos observations sur ce projet dans un délai de 6 mois. Sans réponse dans ce délai, votre avis sera réputé favorable.**

Je vous informe qu'en parallèle, une information des propriétaires des terrains ainsi que du public sera réalisée, notamment par la mise en ligne des documents sur le site internet de la préfecture et de la DRIEE.

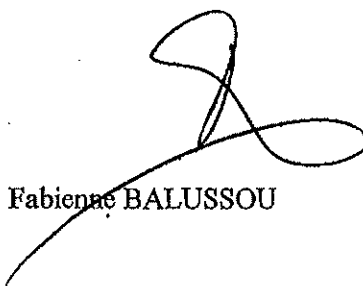
**Enfin, durant cette période, vous avez également la possibilité de demander la qualification en SIS d'autres terrains pollués dont vous auriez connaissance, sous réserve de justifications suffisantes.**

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale,



Fabienne BALUSSOU



## Identification

---

Identifiant	94SIS00396
Nom usuel	LE HAMEAU DES BORDS DE MARNE (EX THOMSON)
Adresse	160 quai de Polangis
Lieu-dit	JOINVILLE-LE-PONT
Département	VAL-DE-MARNE - 94
Commune principale	JOINVILLE LE PONT - 94042
Autre(s) commune(s)	JOINVILLE LE PONT - 94042

### Caractéristiques du SIS

#### 1. Présentation de l'établissement :

Ce site a été occupé par les entreprises suivantes:

- la compagnie THOMSON HOUSTON qui a exploité de 1947 à 1965 un laboratoire de tirages et développement de films cinématographiques puis, un atelier de fabrication de matrices de perçage par galvanoplastie et de disques à microsillons par pressage ainsi qu'un stockage de fuel, en cuves enterrées;
- la société CHIMIE ORGANIQUE et BIOLOGIQUE ADC qui a exploité à compter du 27 juillet 1965 des dépôts d'éther sulfurique, de liquides inflammables (benzène, acétone, éthanol, méthanol) et d'hydrogène.
- les laboratoires ADRIAN MARINIER, puis le laboratoire des STALLERGENES de 1975 à 1987 qui utilisaient des substances radioactives.

En outre, la société GENETICA avait également installé, en 1981, ses laboratoires de recherche.

La cession du terrain au profit de SOGEPROM HABITAT a été faite le 14/11/2005.

#### 2. Diagnostics réalisés :

Les investigations de terrain réalisées sur le site ont mis en évidence la présence de substances polluantes:

- dans le sols : chrome, cuivre, nickel, polychlorobiphényles (PCB) et composés organiques halogénés volatils (COHV);
- dans les eaux souterraines : nickel, plomb arsenic, composés organiques halogénés volatils (COHV) et hydrocarbures totaux.

#### 3. Dépollution réalisée :

Le volume de terres excavées a été estimé à 2254 m<sup>3</sup>, nettement supérieur à celui qui avait été estimé au titre de terres pollués 1500 m<sup>3</sup>.

Le rapport de suivi des travaux de dépollution établi que les épaisseurs de recouvrement des sols en terre propre selon l'usage retenu, recommandées par l'Évaluation détaillée des risques, auraient été respectées.

#### 4. Usage retenu :

Habitation

#### 5. Restrictions :

Les restrictions d'usage sont:

- interdiction de cultiver des jardins potagers et de planter des arbres fruitiers;
- interdiction de pomper et d'utiliser les eaux souterraines;
- interdiction d'excaver, d'affouiller ou de creuser le sol hors travaux de plantations florales;
- interdiction d'accéder, de transformer ou de modifier les vides sanitaires de telle sorte qu'ils restent en permanence à l'usage exclusif de vides sanitaires.

#### 6. Changement d'usage :

Il est de l'entière responsabilité du maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage de définir les mesures de gestion de la pollution des sols et de les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage projeté. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Etat technique Site évalué (IEM et/ou plan de gestion), état des sols compatible avec l'usage actuel ou projeté

Observations

### Références aux inventaires

#### Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

### Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 661404.0 , 6858940.0 (Lambert 93)

Superficie totale 4485 m<sup>2</sup>

Perimètre total 335 m

### Liste parcellaire cadastral

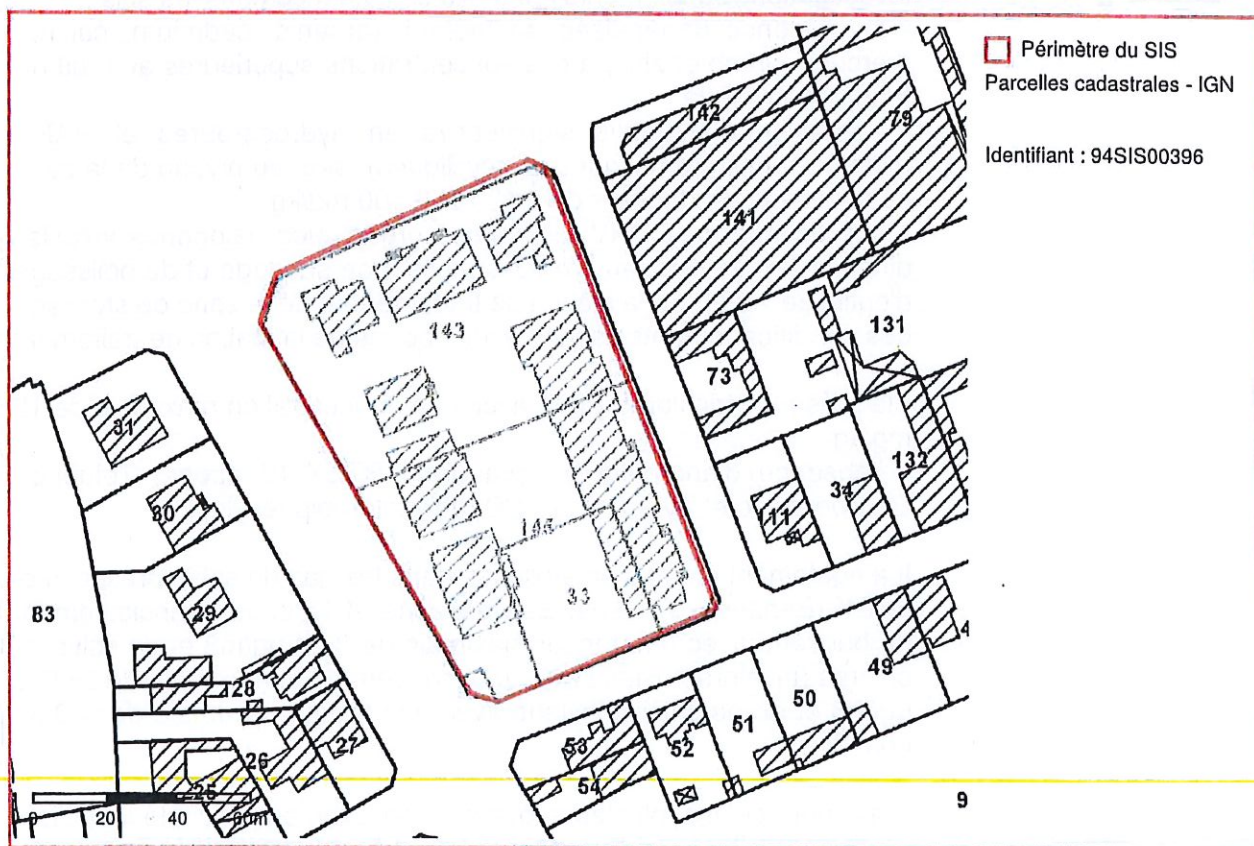
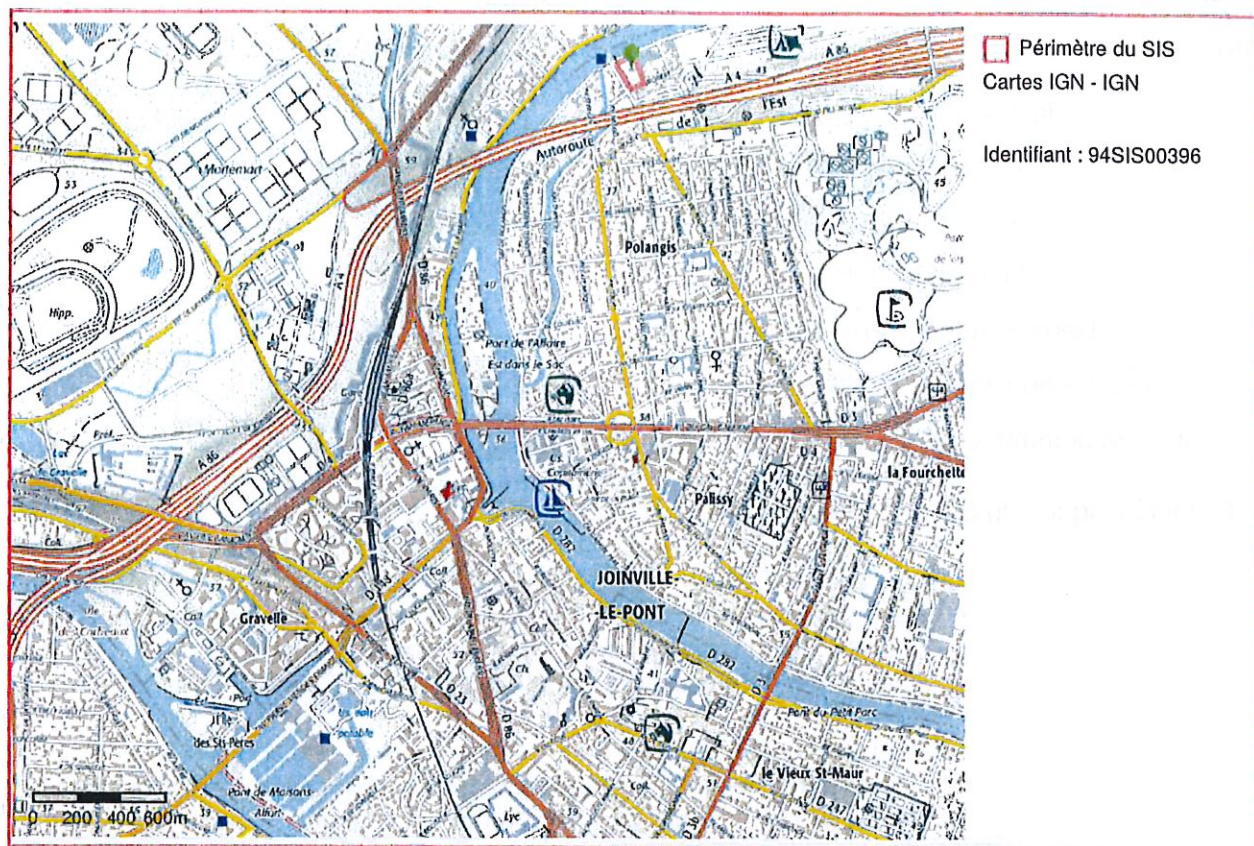
Date de vérification du parcellaire 04/08/2016

Commune	Section	Parcelle	Date génération
JOINVILLE LE PONT	0G	145	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0G	143	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0G	33	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0G	144	02/06/2017

### Documents



## Cartographie





## Identification

Identifiant	94SIS00378
Nom usuel	MANUFACTURE CARTIER LUNETTES (MCL)
Adresse	21 BIS BOULEVARS DU MARECHAL LECLERC
Lieu-dit	JOINVILLE-LE-PONT
Département	VAL-DE-MARNE - 94
Commune principale	JOINVILLE LE PONT - 94042
Autre(s) commune(s)	JOINVILLE LE PONT - 94042
Caractéristiques du SIS	<p>1. Présentation de l'établissement :</p> <p>La société MCL (Manufacture Cartier Lunettes) implantée sur un terrain de 7764 m<sup>2</sup>, a été autorisée à exploiter un atelier de traitement de surface pour la fabrication de montures de lunettes.</p> <p>Le site est implanté dans une zone d'habitation dense.</p> <p>La cessation d'activité a été effective au 24/12/2013.</p> <p>2. Diagnostics réalisés :</p> <p>Le plan de gestion, accompagné d'un diagnostic des sols, en date du 27/12/2013, complété, le 26/06/2014 suite à la réalisation d'investigations supplémentaires a mis en évidence dans les sols :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence généralisée de métaux (arsenic, cadmium, cuivre, mercure, plomb et zinc) à des concentrations supérieures au bruit de fond géochimique ;</li><li>- l'absence d'anomalie significative en hydrocarbures et HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), sauf au niveau de la cuve de fioul avec des teneurs de 2 400 et 3 400 mg/kg ;</li><li>- la présence de COHV (composés organiques halogénés volatils) diffus, dans les sols, au droit des ateliers de soudage et de polissage d'outillage, laser, de la station de traitement et de la zone de stockage des conditionnements usagés et des boues de la station de traitement ;</li><li>- la présence trichloréthylène avec une concentration maximale de 18 mg/kg ;</li><li>- l'absence d'anomalie en cyanures, BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) et PCB (polychlorobiphényles).</li></ul> <p>Il a également été mis en évidence dans les gaz du sol la présence de BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes), principalement de benzène avec une teneur maximale de 8,24 µg/m<sup>3</sup> et de solvants chlorés (trichloroéthylène avec une concentration maximale de 35 000 µg/m<sup>3</sup> et du perchloroéthylène avec une teneur maximale de 303,33 µg/m<sup>3</sup>).</p> <p>Ainsi, pour ce site, plusieurs foyers de pollution ont ainsi été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'hydrocarbures entre 1.5 et 5m de profondeur au niveau de l'ancienne cuve enterrée de fioul ;</li><li>- présence d'hydrocarbures et de HAP entre 0 et 1m de profondeur au niveau de l'atelier de soudage et polissage ;</li></ul>



- présence de solvants, trichloréthylène (TCE) majoritairement entre 0 et 1 m de profondeur, ainsi que dans le gaz de sol en partie nord-ouest du site.

### 3. Dépollution réalisée :

Les travaux d'excavation, au niveau des zones impactées par les hydrocarbures, se sont déroulés au mois d'avril 2015. Ils ont permis l'évacuation près de 77 tonnes de terres polluées en centre de stockage de déchets non dangereux.

Les terres impactées par des solvants chlorés ont été traitées sur site par venting. 12 puits ont été implantés. Le traitement s'est déroulé de juin à octobre 2015.

### 4. Pollution résiduelle :

Au niveau des zones excavées, les teneurs résiduelles en hydrocarbures dans les sols sont en dessous de l'objectif de dépollution (500 mg/kg).

Concernant la zone impactée par des solvants chlorés, les objectifs de dépollution ont été atteints :

- le naphthalène a toujours été mesuré à des concentrations ne dépassant pas la limite de quantification ;
- les BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes) ont été mesurés à des concentrations très proches ou inférieures aux limites de quantification ;
- les hydrocarbures volatils n'ont plus été détectés après le premier mois de traitement ;
- pour les solvants chlorés, l'objectif de dépollution qui était de 2000 µg /m³ est atteint.

### 5. Usage retenu :

Au 30/11/2015, le site avait été réhabilité pour un usage industriel.

Un ensemble immobilier comprenant un groupe scolaire, pour lequel l'inspection a délivré un avis favorable au permis de construire, doit être construit sur le site, sur un niveau de sous-sol.

Le changement d'usage a déjà été pris en compte par le promoteur à l'origine du projet.

### 6. Changement d'usage :

Il est de l'entière responsabilité du maître-d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage de définir les mesures de gestion de la pollution des sols et de les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage projeté. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

## Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DRIEE IF	Base BASOL	94.0087	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=94.0087">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=94.0087</a>

## Sélection du SIS

---

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

## Caractéristiques géométriques générales

---

Coordonnées du centroïde 660976.0 , 6857419.0 (Lambert 93)

Superficie totale 7727 m<sup>2</sup>

Perimètre total 473 m

## Liste parcellaire cadastral

---

Date de vérification du  
parcellaire 24/10/2017

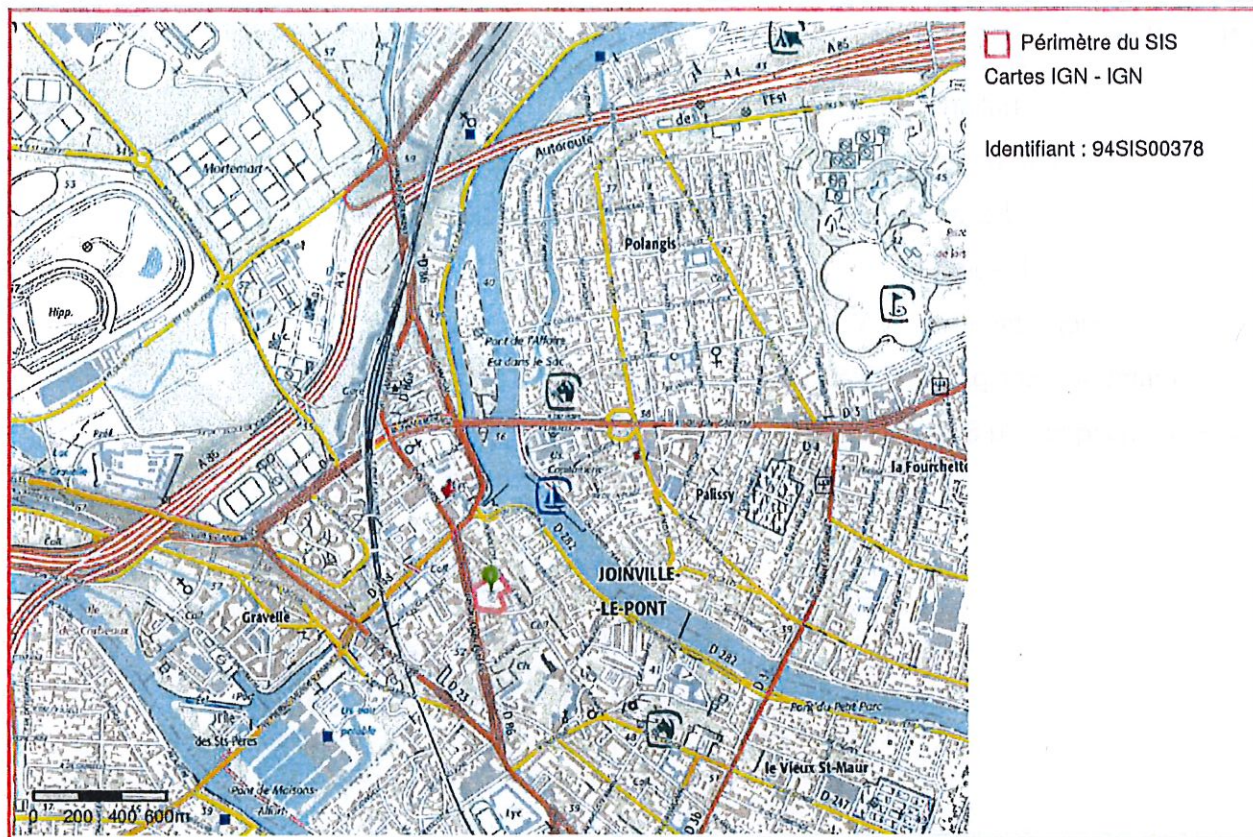
Commune	Section	Parcelle	Date génération
JOINVILLE LE PONT	0U	15	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0U	17	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0U	133	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0U	16	02/06/2017
JOINVILLE LE PONT	0U	13	02/06/2017

## Documents

---



# Cartographie





## Identification

---

Identifiant	94SIS06176
Nom usuel	TOTAL RELAIS JOINVILLE
Adresse	2 BOULEVARD DU MARECHAL LECLERC
Lieu-dit	
Département	VAL-DE-MARNE - 94
Commune principale	JOINVILLE LE PONT - 94042
Caractéristiques du SIS	<p>1.Présentation</p> <p>TOTAL a exploité une station-service classée à déclaration depuis les années 1970.</p> <p>L'installation comprenait notamment 2 cuves en fosse, simple enveloppe, d'une capacité unitaire de 30 m3, une cuve double enveloppe, d'une capacité de 15 m3, 3 séparateurs/décanteurs et 1 cuve d'huile déplaçable située au sous-sol du bâtiment de service.</p> <p>L'exploitant a informé le préfet du Val-de-Marne de la cessation totale d'activité par courrier en date du 24 novembre 2015.</p> <p>La cessation d'activité est effective depuis le 31 mars 2016.</p> <p>Le récépissé de cessation d'activité a été délivré par la préfecture le 25 novembre 2016.</p> <p>L'installation était implantée dans une zone urbaine dense, à proximité d'immeubles d'habitations collectives.</p> <p>La baie d'entretien et la boutique occupaient une partie du rez-de-chaussée et du sous-sol d'un immeuble d'habitation collectif de 11 étages.</p> <p>2. Diagnostics des sols</p> <p>Une étude historique, un diagnostic environnemental et un rapport de suivi environnemental des travaux de démantèlement ont été transmis en novembre 2016.</p> <p>Les résultats d'analyses des sols ont mis en évidence un impact en hydrocarbures, dans l'emprise du site, à proximité du parc à cuves, et la présence de traces d'hydrocarbures à plusieurs endroits du site, en surface.</p> <p>3.Dépollution réalisée</p> <p>Les travaux de dépollution se sont déroulés du 28 avril 2016 au 27 mai 2016.</p> <p>Ils ont porté sur le démantèlement des installations et sur le curage, dégazage et inertage au béton du décanteur proche de l'atelier et de la baie d'entretien.</p> <p>989.90 tonnes de terres impactées ont été excavées et transportées vers un biocentre.</p> <p>Les terres excavées non impactées ont été utilisées pour le remblaiement, de même que des matériaux d'apport extérieur.</p> <p>4. Pollution résiduelle</p>

Les résultats des analyses réalisées en fond et flanc de fouilles ont mis en avant un impact résiduel en hydrocarbures C10-C40 en partie Est du site (impact de 5 890 mg/kg), à 6 m de profondeur, en bordure du trottoir.

Les terres impactées correspondantes n'ont pas pu être excavées compte tenu des limites techniques suivantes : nécessité de taluter, proximité de la voirie publique et des passages de réseaux.

#### 5. Usage retenu

Le rapport conclut qu'en l'état actuel des connaissances, les niveaux de risques sanitaires calculés sur site pour un usage futur similaire à la dernière période d'activité, et hors site sont négligeables.

#### 6. Changement d'usage

Il est de l'entière responsabilité du maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage de définir les mesures de gestion de la pollution des sols et de les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et le nouvel usage projeté. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette mise en œuvre par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Etat technique

Observations

### Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DRIEE IF	Base BASOL	94.0104	<a href="http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=94.0104">http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&amp;index_sp=94.0104</a>

### Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

### Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	660874.0 , 6857449.0 (Lambert 93)
Superficie totale	2329 m²
Perimètre total	262 m

### Liste parcellaire cadastral

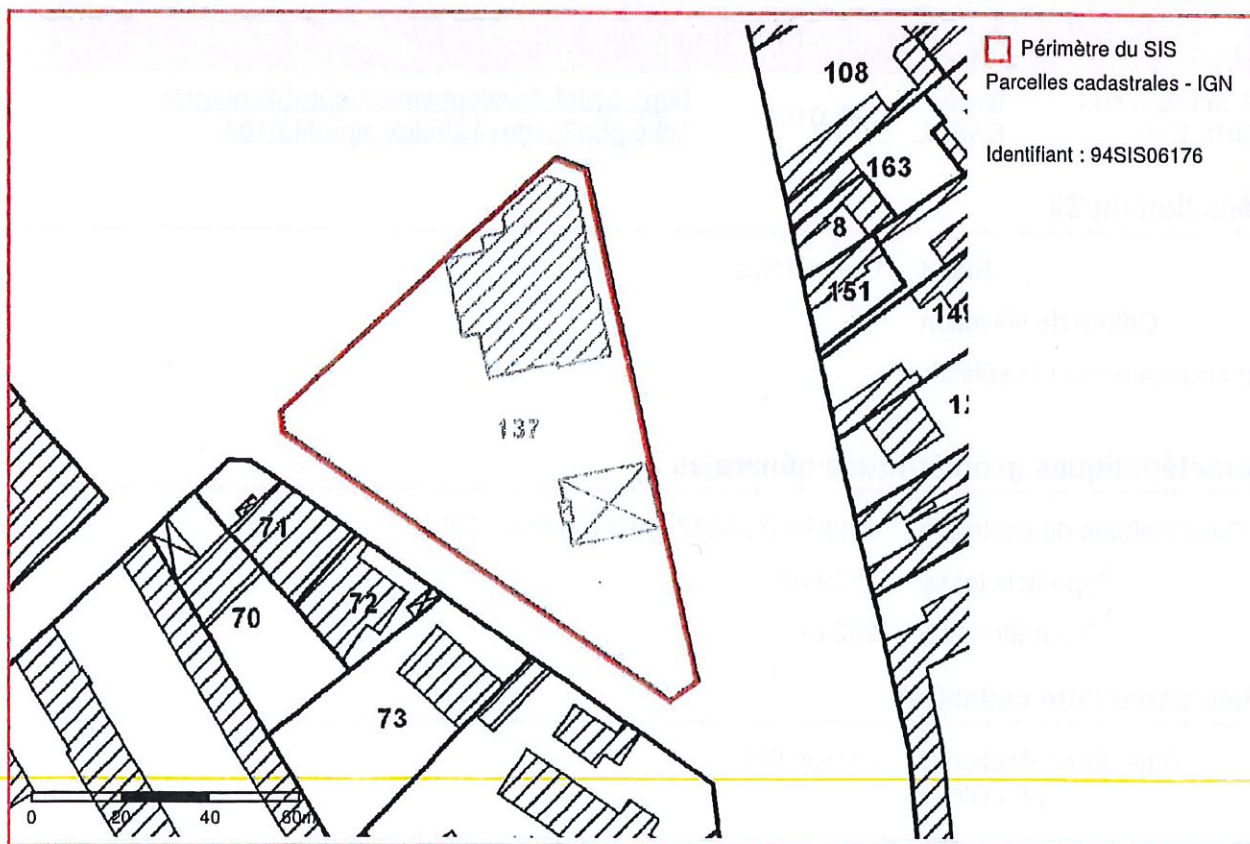
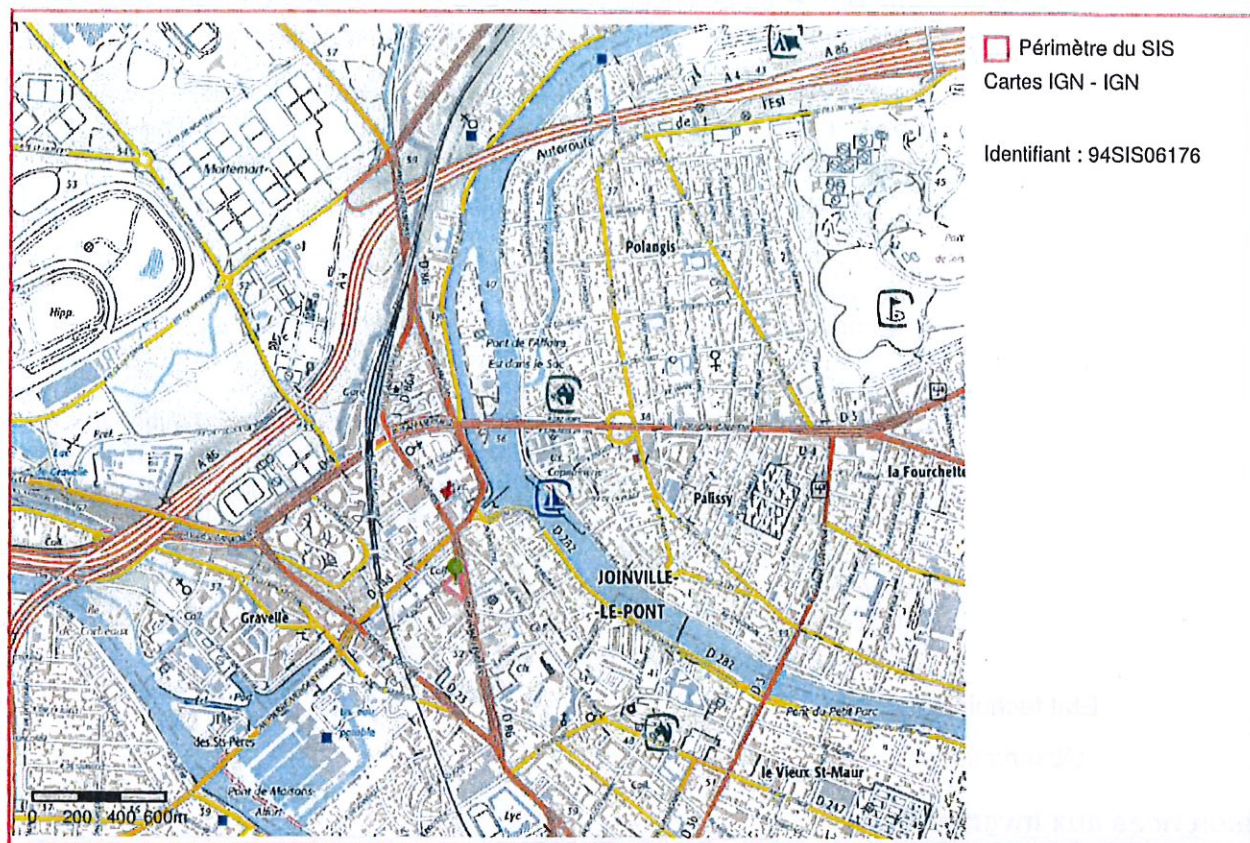
Date de vérification du  
parcellaire 24/10/2017

Commune	Section	Parcelle	Date génération
JOINVILLE LE PONT	OU	137	26/10/2017

### Documents



# Cartographie





ARRETE  
Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU)  
de la commune de Joinville-le-Pont

2019-A- J4

Le Président de l'Etablissement Public Territorial ParisEstMarne&Bois,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43, L.152-7, L.153-60, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18,

VU le P.L.U. de la commune de Joinville-le-Pont approuvé le 19 décembre 2007, modifié les 31 mai 2010, 29 juin 2010, 28 juin 2011, 2 juin 2012, 31 mars 2015, et 15 décembre 2015, et mis en compatibilité le 29 juin 2015 par déclaration de projet,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018/4122 du 14/12/2018 instituant une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 Sud (tronçon Pont-de-Sèvres/Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de Joinville-le-Pont,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Joinville-le-Pont;

ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Joinville-le-Pont est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, l'arrêté préfectoral n° 2018/4119 du 14/12/2018 instituant une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 Sud (tronçon Pont-de-Sèvres/Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de Joinville-le-Pont est intégré au Plan local d'Urbanisme dans les documents annexes de servitudes d'utilité publique.

Article 2 : La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public au siège de l'Etablissement Public Territorial ParisEstMarne&Bois sis 14 rue Louis Talamoni - 94500 Champigny-sur-Marne et à la Mairie de Joinville-le-Pont.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché au siège de l'Etablissement Public Territorial ParisEstMarne&Bois et à la mairie Joinville-le-Pont.

Fait à Joinville le Pont, le 14/01/19

Le Président,



Jacques J.P. MARZON

Accusé de réception en préfecture  
MARZON 7941-20190114-2019-A-14-AR  
Date de télétransmission : 14/01/2019  
Date de réception préfecture : 14/01/2019

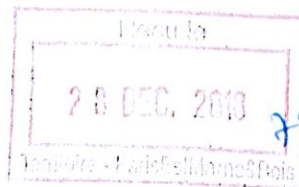




18.2



PRÉFET DU VAL DE MARNE



PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE

Créteil, le 13 DEC. 2013

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES  
PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE

LE PREFET DU VAL DE MARNE

à

AFFAIRE SUIVIE PAR SEPHORA KHAYAT ET ATIGUI ZOHRA

☎ 01 49 56 61 84 / 01 49 56 61 73

SEPHORA.KHAYAT@VAL-DE-MARNE.GOUV.FR  
ZOHRA.ATIGUI@VAL-DE-MARNE.GOUV.FR

DCPPAT/BEPUP

N° 360

**Monsieur le Président de l'Établissement  
Public Territorial « Paris-Est-Marne et Bois »**

14, rue Louis Talamoni

94 500 Champigny-sur-Marne

**OBJET : Servitude d'utilité publique dans le cadre du projet d'aménagement du  
réseau de transport public du Grand Paris (ligne 15 sud - tronçon  
Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs)**

**P.J. : 4 arrêtés et leurs annexes et 1 CD**

Je vous adresse, sous ce pli, une copie de mes arrêtés établissant les servitudes d'utilité publique en tréfonds nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement du réseau de transport public du Grand Paris (ligne 15 sud - tronçon Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs) des communes de **Champigny-sur-Marne, Joinville-le-Pont, Saint-Maur-des-Fossés et Villiers-sur-Marne**, à l'issue de 3 enquêtes publiques organisées entre décembre 2013 et octobre 2015.

Je vous demande d'annexer sans délai ces documents aux plans locaux d'urbanisme des communes concernées et de constater leurs mises à jour respectives.

Le Préfet,

Laurent PREVOST

100



PREFET DU VAL DE MARNE

PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE

Créteil, le 14 DEC. 2018

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PROCÉDURES D'UTILITÉ  
PUBLIQUE

ARRETE PREFECTORAL n° 2018 / 4119

Arrêté établissant, au profit de la Société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 Sud (tronçon Pont de Sèvres / Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont

LE PREFET DU VAL-DE-MARNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur ;  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ;

- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles R. 311-9 à R. 323-14 ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code des transports, et notamment les articles L. 2113-1 et suivants ;
- VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 151-43, L. 152-7 et L. 153-60 ;
- VU la loi 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;
- VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 modifiée, relative au Grand Paris ;
- VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière ;

- **VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- **VU** le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié, relatif à la Société du Grand Paris ;
- **VU** le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris ;
- **VU** le décret n° INTA1704115D du 21 février 2017 portant nomination de Monsieur Laurent PREVOST en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- **VU** le décret n° 2014/1607 en date du 24 décembre 2014 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique reliant les gares de Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs (ligne rouge 15 sud) du réseau de transport public du Grand Paris, et valant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Alfortville, Bagneux, Boulogne-Billancourt, Cachan, Champsigny-sur-Marne, Champs-sur-Marne, Châtillon, Clamart, Créteil, Issy-les-Moulineaux, Maisons-Alfort, Malakoff, Noisy-le-Grand, Saint-Maur-des-Fossés, Sèvres et Vanves ;
- **VU** le décret n° 2015-1572 du 2 décembre 2015 relatif à l'établissement d'une servitude d'utilité publique en tréfonds ;
- **VU** le décret n° 2016-814 du 17 juin 2016 relatif au regroupement du contentieux de l'expropriation pour cause d'utilité publique lié à la réalisation du réseau de transport du Grand Paris ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2014/5898 du 16 juin 2014 portant désignation des membres de la commission d'enquête relative aux enquêtes parcellaires de la ligne 15 sud du métro du Grand Paris (Noisy-Champs – Pont-de-Sèvres) compétente sur le territoire du département du Val-de-Marne ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2015/1188 du 6 mai 2015 - réseau de transport public du Grand Paris Ligne rouge 15 sud - tronçon « Pont de Sèvres/Noisy-Champs » portant ouverture d'une enquête parcellaire relative aux tréfonds sur les communes de Champsigny-sur-Marne, Joinville-le-Pont et Villiers-sur-Marne ;



- **VU** toutes les pièces de l'enquête parcellaire à laquelle le projet a été soumis du 8 juin au 6 juillet 2015 inclus ;
- **VU** le dossier soumis à l'enquête parcellaire, comprenant, outre les documents mentionnés à l'article R. 131-3 du code de l'expropriation, les plans permettant de déterminer l'emplacement et le volume des tréfonds susceptibles d'être grevés ainsi qu'une notice explicative exposant les motifs rendant nécessaire l'établissement de la servitude ;
- **VU** les notifications individuelles du dépôt du dossier d'enquête parcellaires en mairie, adressées aux propriétaires des immeubles, des terrains ou du sous-sol et aux titulaires de droits réels concernés, et auxquelles était jointe une copie de la notice explicative ;
- **VU** le rapport et son avis favorable sans réserve rendus le 26 novembre 2015 par M. Bernard Panet, président de la commission d'enquête parcellaire ;
- **VU** le courrier de saisine en date du 31 juillet 2018 de M. Thierry Dallard, Président de la Société du Grand Paris, demandant au préfet du Val-de-Marne la prise d'un arrêté établissant une servitude d'utilité publique les communes de Cachan, Champigny-sur-Marne, Joinville-Le-Pont, Saint Maur-des-Fossés, Villejuif, Villiers-sur-Marne et Vitry-sur-Seine pour les volumes n'ayant pu être maîtrisés à l'amiable ;

**Considérant** la nécessité d'instituer une servitude d'utilité publique en tréfonds en vue de l'établissement, de l'aménagement, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express ;

**Considérant** que la servitude concerne les emprises en tréfonds nécessaires à la réalisation du tunnel de la ligne rouge 15 sud, situées plus de quinze mètres au-dessous du point le plus bas du terrain naturel ;

**Considérant** que les propriétaires des immeubles, des terrains ou du sous-sol et les titulaires de droits réels concernés ont été informés des motifs rendant nécessaire l'établissement de la servitude en tréfonds et mis en mesure de présenter leurs observations, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 2 décembre 2015 ;

**ARRETE :**

- **Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué dans la commune de Joinville-le-Pont, au profit de la Société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds concernant les portions de l'ouvrage annexées au présent arrêté, au sens de l'article L.2113-1 du code des transports, portant sur le tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 Sud (tronçon Pont de Sèvres / Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris.

L'état parcellaire, les plans parcellaires et états descriptifs annexés au présent arrêté désignent les propriétés grevées par la servitude, déterminent l'emplacement et le volume des tréfonds, et précisent l'identité des propriétaires et titulaires de droits réels concernés.

La servitude confère à son bénéficiaire le droit d'occuper le volume en sous-sol nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien de l'infrastructure souterraine de transport.

Elle oblige les propriétaires et titulaires de droits réels concernés à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

- **Article 2** : Le présent arrêté est notifié par le préfet du Val-de-Marne, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la Société du Grand Paris.

- **Article 3** : La Société du Grand Paris notifie le présent arrêté à chaque propriétaire et le cas échéant à chaque titulaire de droits réels concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'extrait d'état parcellaire et les plans désignant les biens grevés sont joints à la notification ;

Au cas où la résidence d'un propriétaire ou d'un titulaire de droits réels est inconnue, la notification du présent arrêté est faite au maire de la commune de Joinville-le-Pont, sur le territoire de laquelle se trouve la propriété. Le maire de



la commune est chargé de procéder à l'affichage de cette notification pendant une durée de deux mois.

- **Article 4 :** La servitude prend effet à l'égard des propriétaires et, le cas échéant, des titulaires de droits réels et syndicats de copropriétaires concernés dès que l'arrêté leur est notifié ;
- **Article 5 :** Le présent arrêté emporte transfert de gestion des dépendances du domaine public de la personne publique propriétaire autre que l'État au profit de la Société du Grand Paris.
- **Article 6 :** En application de l'article L.132-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'emplacement de la ligne divisoire est fixé tel qu'il est indiqué au plan parcellaire annexé ;
- **Article 7 :** La servitude d'utilité publique en tréfonds instituée par le présent arrêté, pour être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol, conformément à l'article L.152-7 du code de l'urbanisme, doit être annexée au plan local d'urbanisme dans un délai d'un an à compter de son institution.  
La servitude sera notifiée par le Préfet à l'établissement public territorial (EPT 10) Paris-Est-Marne et Bois, en application de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme. L'EPT 10 devra l'annexer au plan local d'urbanisme de la commune sans délai.

Le président de l'EPT 10 constatera qu'il a été procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme (PLU). A défaut, le président de l'EPT est mis en demeure par le préfet d'annexer la servitude au PLU et, si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois à compter de la mise en demeure, le préfet y procède d'office par arrêté. L'arrêté du président de l'EPT constatant la mise en jour du PLU, ou l'arrêté préfectoral mentionné à la phrase précédente, est affiché pendant un mois au siège de l'EPT et en mairie de Joinville-le-Pont.

Dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme, les autorités compétentes en matière de droit des sols assurent l'opposabilité de la servitude lorsque les travaux envisagés par un pétitionnaire seraient de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage.

**- Article 8 :** Les propriétaires et, le cas échéant, les titulaires de droits réels concernés bénéficient d'un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté effectuée conformément à son article 3, pour demander à la Société du Grand Paris, bénéficiaire de la servitude d'utilité publique, l'indemnité compensatrice prévue par l'article L.2113-3 du code des transports.

A défaut d'accord amiable dans un délai de quatre mois à compter de la réception de cette demande, il est fait application des dispositions du second alinéa de l'article R. 311-9 et des articles R. 311-10 à R. 323-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, en vue de la fixation de l'indemnité compensatrice par le juge de l'expropriation près le tribunal de grande instance de Paris, compétent en vertu du décret n° 2016-814 du 17 juin 2016 susvisé.

Le bénéficiaire de la servitude d'utilité publique en tréfonds supporte seul la charge et le coût de la notification de l'ordonnance de transport sur les lieux, de la copie des mémoires des parties et de la copie des documents qui lui ont été transmis.

**- Article 9 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de l'autorité préfectorale ;

**- Article 10:** La secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne, le sous-préfet de Nogent-sur-Marne, le président de l'EPT Paris-Est-Marne et Bois, le maire de la commune de Joinville-le-Pont et le président de la Société du Grand Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Le Préfet

Laurent PREVOST



## ANNEXES

<b>EP4:</b> (Du 8 juin au 6 juillet 2015 inclus)  Arrêté d'ouverture d'enquête publique n°2015/1188 du 6 mai 2015		<b>Propriétaires des Parcelles</b>	<b>n°Parcelle</b>
	<u>Transfert de gestion</u>	CD94 (Conseil Départemental du 94)	- L n°95 - L n°DP3
	<u>Transfert de gestion</u>	Commune de Joinville-le-Pont	- L n°140 - L n°DP1 - L n°DP2 - M n°DP1 - M n°DP2 - M n°DP3 - M n°DP4 - N n°DP3 - <u>P n°132*</u> - P n°DP1 - P n°DP2
	<u>SUP</u>	France Habitation	- L n°29*
	<u>Transfert de gestion</u>	VNF (Voie Navigable de France)	- N n°DP1

\* : les parcelles surlignées en jaune comprennent une ligne divisoire





**JOINVILLE-LE-PONT**

Référence cadastrale						Assiette servitude			Observations (Surfaces en m² ou ca)	
Mode	Sect	N°	Nature	Lieu-Dit	Surf. (m²)	N° plan	Base	Côtes altimétriques		Surf. (m²)
N		DP1	SOL	LA MARINE		12	a	Cote NGF sup. : -1,5 m Cote NGF inf. : Non délimitée	664	
							Total		664	

14 DEC. 2018



METRO GRAND PARIS LIGNE 15 SUD  
H56 - INTERGARE GARE CHAMPIGNY-CENTRE <=> GARE SAINT-MAUR-CRETEIL

JOINVILLE-LE-PONT

PROPRIETE 108	PROPRIETAIRE REEL (Personne physique) ou SON REPRESENTANT (Personne morale)
PROPRIETAIRE	
- COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT Représentée par son Maire	
Identifiée au SIREN N° 219 400 421	
Hôtel du Département 23 Rue de Paris JOINVILLE LE PONT (94340)	

Mode	Référence cadastrale			N° plan	Assiette servitude		Observations (Surfaces en m² ou ca)
	Sect	N°	Nature		Base	Côtes altimétriques	
L		DP1	SOL	3	a	Cote NGF sup. : 4 m	15
L		DP2	SOL	4	a	Cote NGF inf. : Non délimitée	186
M		DP1	SOL	6	a	Cote NGF sup. : 11 m	101
M		DP2	SOL	7	a	Cote NGF inf. : Non délimitée	88
M		DP3	SOL	8	a	Cote NGF sup. : 2,4 m	186
M		DP4	SOL	9	a	Cote NGF inf. : Non délimitée	11
N		DP3	SOL	14	a	Cote NGF sup. : 0,8 m	78
P		DP1	SOL	16	a	Cote NGF inf. : Non délimitée	82
P		DP2	SOL	17	a	Cote NGF sup. : 2,5 m	165
Total							912



METRO GRAND PARIS LIGNE 15 SUD  
H56 - INTERGARE GARE CHAMPIGNY-CENTRE <-> GARE SAINT-MAUR-CRETEIL

JOINVILLE-LE-PONT

PROPRIETE 109	PROPRIETAIRE REEL (Personne physique) ou SON REPRESENTANT (Personne morale)
PROPRIETAIRE - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE représenté par le Président du Conseil Départemental identifié au SIREN N° 229 400 288 Hôtel du Département 21 Avenue du Général de Gaulle CRETEIL (94000)	

Mode	Référence cadastrale				N° plan	Assiette servitude			Observations (Surfaces en m² ou ca)
	Sect	N°	Nature	Lieu-Dit		Base	Côtes altimétriques	Surf. (m²)	
	L	DP3	SOL	RUE CHARLES FLOQUET (RD 3)	5	a	Cote NGF sup. : 12 m Cote NGF inf. : Non délimitée	66 Total 66	



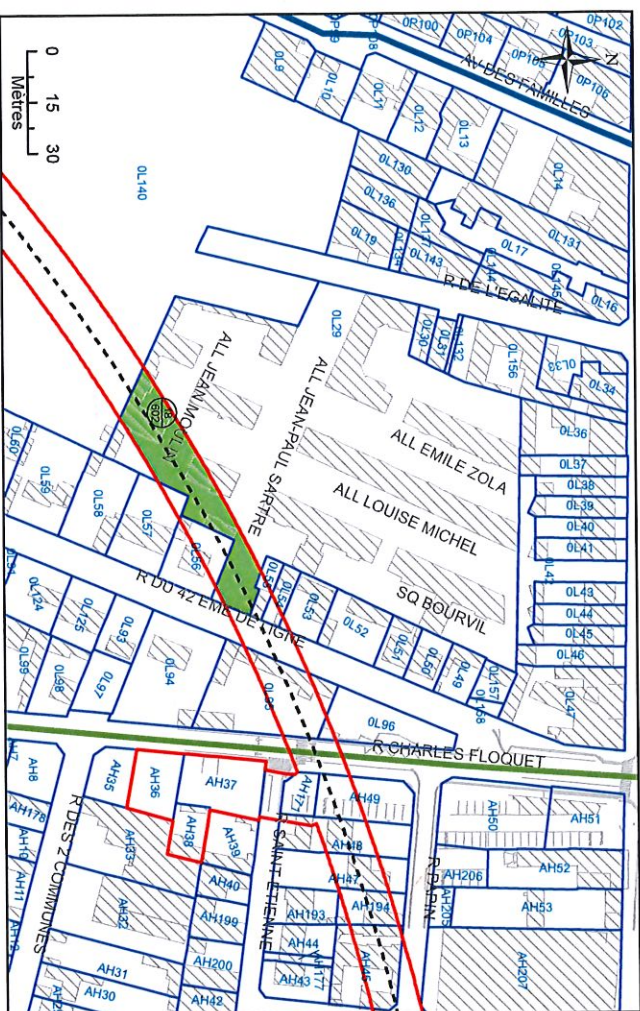








N°1: Plan de Masse 1/1 500



## N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - 20 rue du 42e de ligne - Section L n°29 - Contenance 86a 89ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m <sup>2</sup> )	Descriptif de l'assiette		
			Base	Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	811	a	Supérieure 10,3 m	Intérieure Non délimitée Verre

Altimétrie : NGF, système IGN69

MAIRIE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Fruiliers  
93200 Saint-Denis

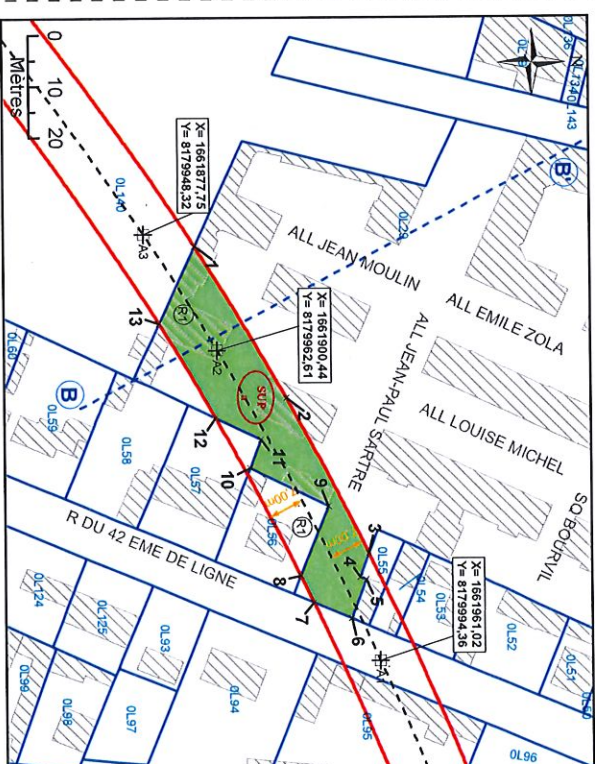


Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 18602  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoux 94200 Ivry-sur-Seine Tel: 01 45 15 23 00 Yann Pont	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel: 01 48 95 09 58	Emetteur ATGT	N° de marché T1LOTXMSXX	N° SGP XXX	Spécialité FON	Phase PHI	Type de document 212	N° de plan et folio 48726 16032018	Indice a 2
Echelle : 1/1 000			FLA3	Coordonnées : RGFS3 CC48		Niveauement : NGF IGN 69			

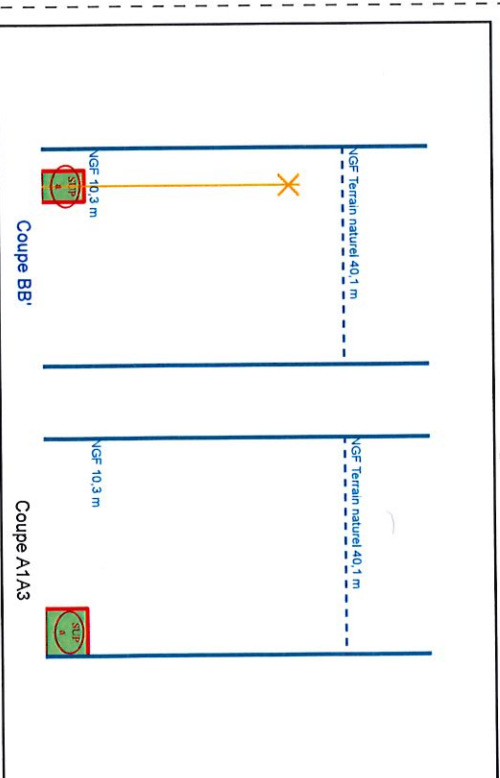
N°3: Plan en Tréfonds 1/1 000



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende	
	Emprise du projet
	Limite parcellaire
	Axe du tracé du projet
	Axe de la coupe
	Numéro de parcelle
	N° au plan parcellaire de l'enquête publique NT1
	Partie du tracé définie par un ac (3 points)
	Géoréférencement du tracé
	Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds
	Sommet du périmètre
	Servitude Utilité Publique
	Cotation graphique
	Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

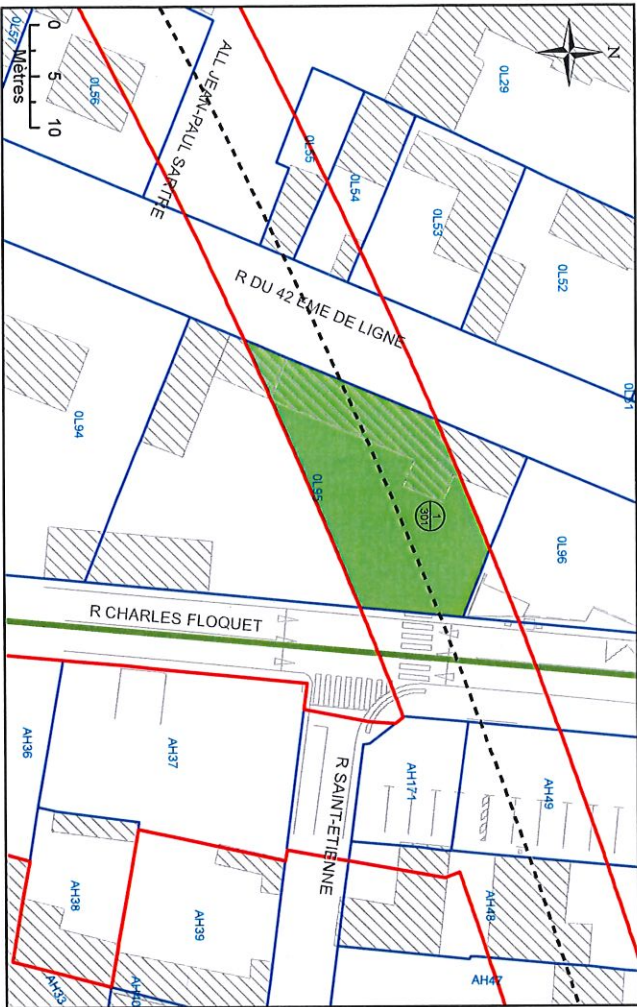
## N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - 3 rue du 42e de ligne - Section L n°95 - Contenance 07a 90ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette		
				Cote altimétrique (NGF)	Intérieure	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	326	a	11,7 m	Non délimitée	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

MAIRIE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Frutiers  
93200 Saint-Denis

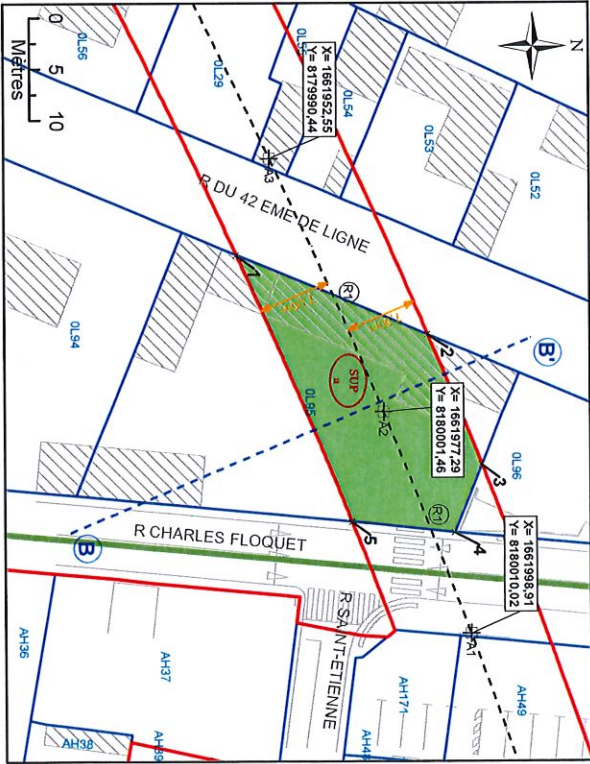
**Société du Grand Paris**

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N°a l'état parcellaire : 1/301  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation


MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur ATGT	N°de marché 11LOTMAXX	N°SGP XXX	Spécialité FON	Phase IPH	Type de document 212	N°de plan et Folio 4409 16032016	Indice a 2
Echelle : 1/500			FLA3	Coordonnées : RGF93 CG49	Mise à jour : NGF IGN 69				


N°3: Plan en Tréfonds 1/500





NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.


**Légende**


 Emprise du projet


 Limite parcellaire


 Axe du tracé du projet


 Axe de la coupe

 K 61 Numéro de parcelle N° au plan parcellaire de l'enquête publique N°11


 111 Partie du tracé définie par un arc (3 points)


 SUP Sommet de l'assiette


 7,00 m Sommet de l'assiette


 11 Cotation graphique Partie du tracé définie par une ligne (2 points)


**N°4: Coupe**


 A1 Géométrie du tracé

 1 Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

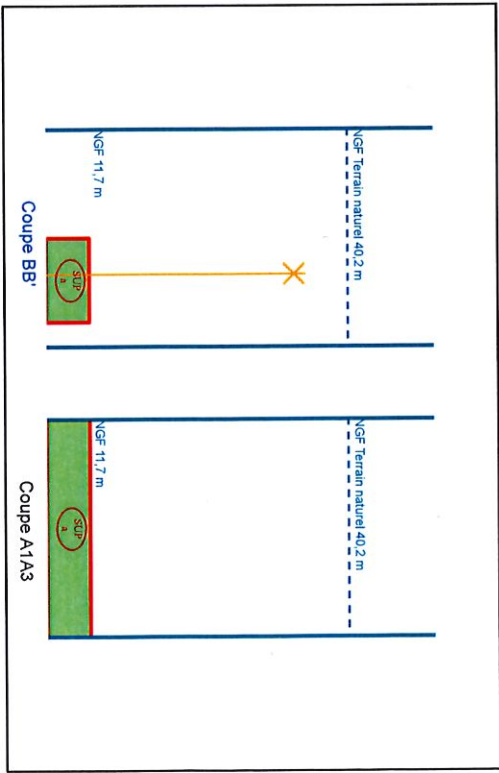
 A Sommet de l'assiette

 SUP Sommet de l'assiette

 7,00 m Sommet de l'assiette

 11 Cotation graphique Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

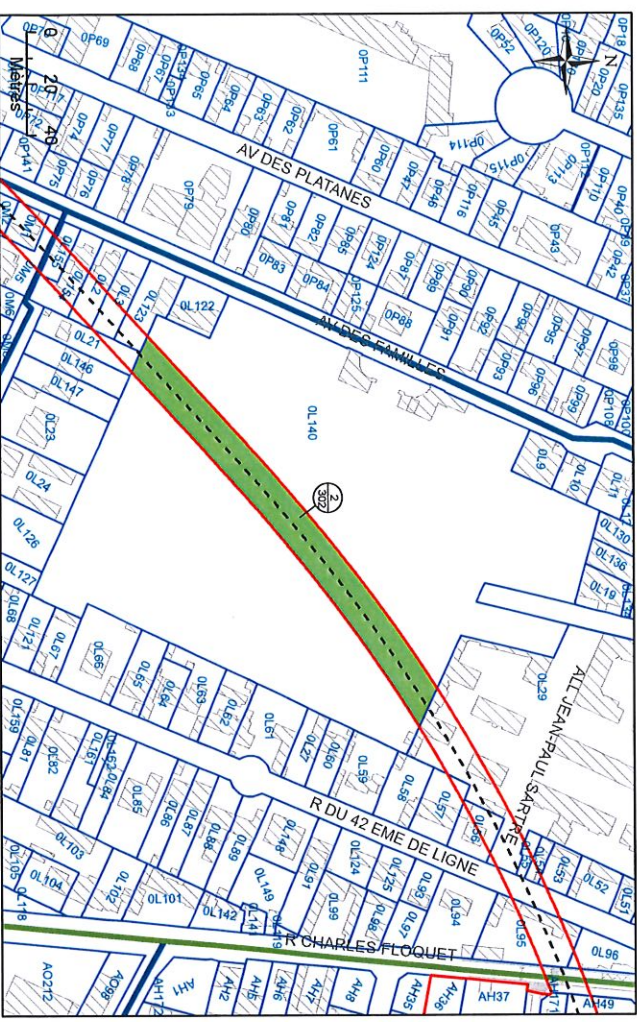
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/2 000



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - 9 rue de l egalité - Section L n°140 - Contenance 02ha 27a 44ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette	
				Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	2495	a	Supérieure	Non délimitée
				Inférieure	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MAIRIE D'OUVRAGE

Société du Grand Paris

30, Avenue des Fruiliers

93200 Saint-DENIS

Société du Grand Paris

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1

N° à l'état parcellaire : 2/302

Servitude d'Utilité Publique

MANDATAIRE:

SEGAT

6bis, rue Jean Bonnetloix

94200 Ivry-sur-Seine

Tel : 01 45 15 23 00

Yann Point

EMETTEUR:

ATGT

34-36 Avenue Louis Aragon

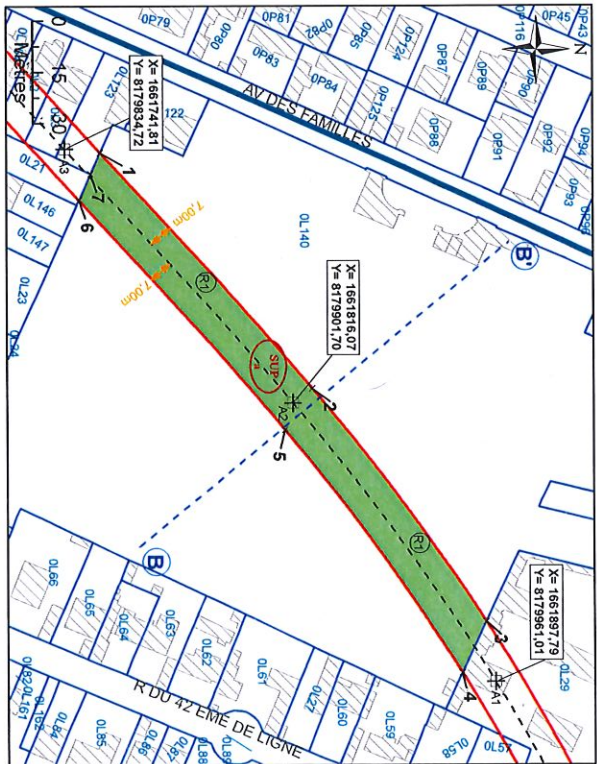
93000 BOBIGNY

Tel : 01 48 95 09 58

Emetteur	N° de marche	N° SGP	Spécialité	Phase	Type de document	N° de plan et Folio	Indices
ATGT	11LOTMAXX	XXX	FON	HPH	212	46926 04/02/2017	a 1
Echelle : 1/1 500	Fr. A3	Coordonnées : RGF93 CC48			Nivellement : NGF IGN 69		

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

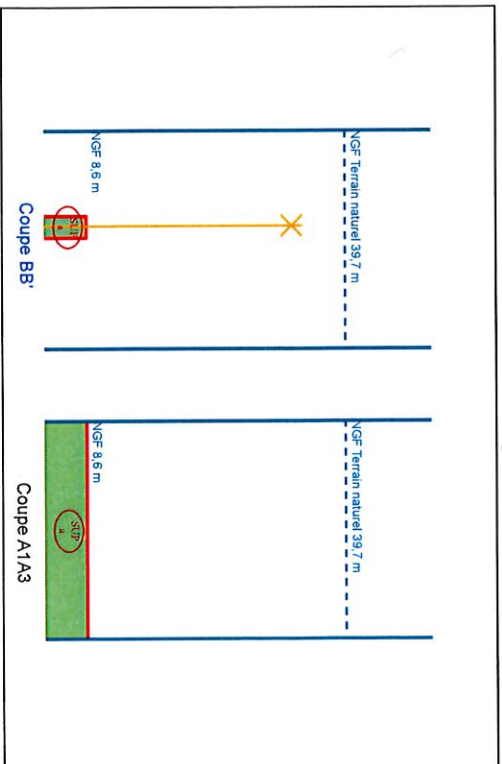
N°3: Plan en Tréfonds 1/1 500



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende			
Emprise du projet	Axe du tracé du projet	A1	Géoréférencement du tracé
Limite parcellaire	Axe du tracé du projet	1	Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle
Axe de la coupe	Axe du tracé du projet	A	Sommet du périmètre
K 61	N° au plan parcellaire	7.00 m	Service Utilité Publique
N° au plan parcellaire	N° au plan parcellaire	7.00 m	Cotation graphique
Partie du tracé définie par un arc	Partie du tracé définie par un arc	(3 points)	Partie du tracé définie par une ligne

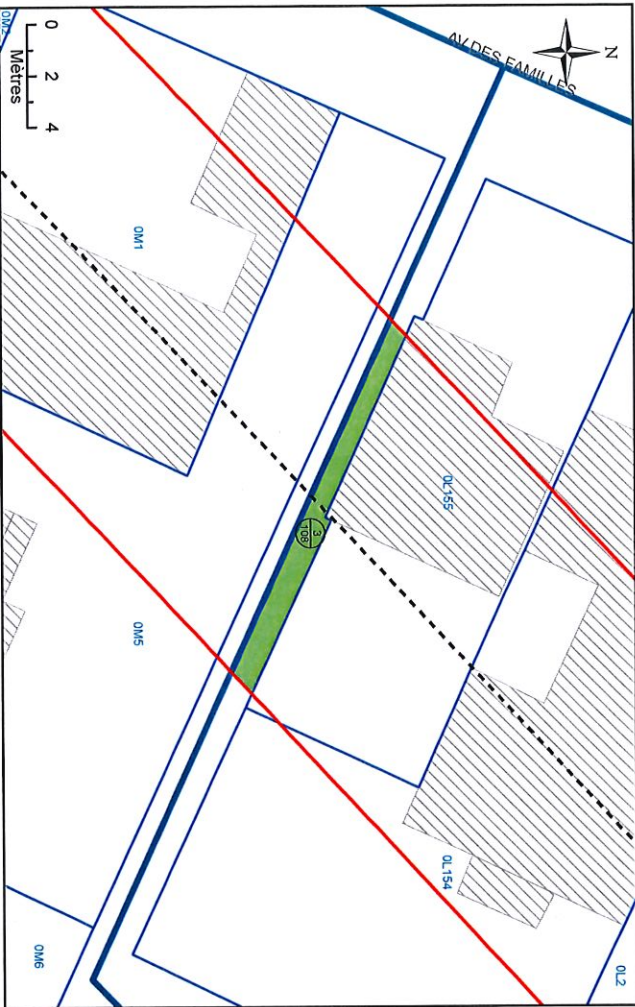
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/200



N2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique  
Joinville-le-Pont - Impasse de Breigny - Section L n°DP1 - Contenance 15ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette		Teinte
				Cote altimétrique (NGF)	Intérieure	
Tréfonds	Emprise SGP	15	a	4,0 m	Non délimitée	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

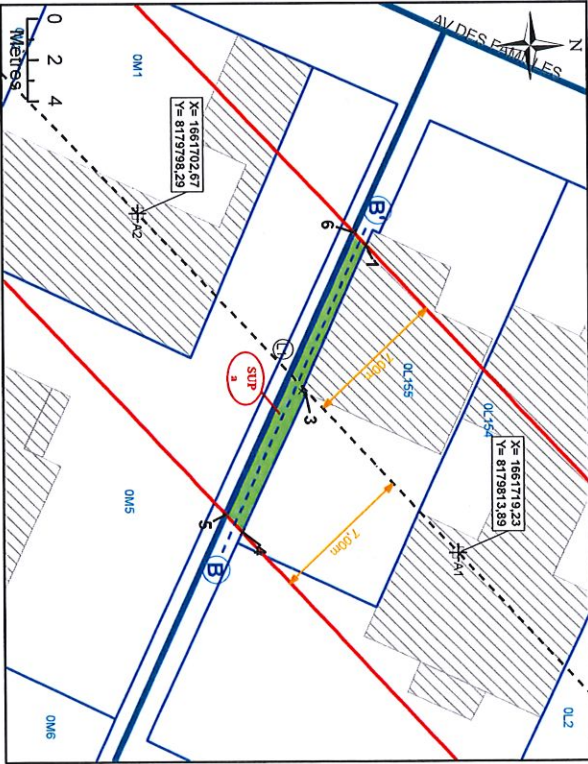
MATRISSE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Fruiliers  
93200 Saint-DENIS

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 3/108  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur		N° de marché	N°SGP	Spécificité	Phase	Type de document	N° de plan et Folio	Indice
		ATGT	11LOTMAXXX	XXX	FON	HPH	212	4828 04082017	a	1
Echelle : 1/249		Fr.A3		Coordonnées : RGF93 CG49		Mise à jour : NGF IGN 69				

N°3: Plan en Tréfonds 1/249



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

**Légende**

Emprise du projet

Limite parcellaire

Axe du tracé du projet

Axe de la coupe

K 61 N° au plan parcellaire de la servitude publique NT1

Partie du tracé définie par un arc (3 points)

A1 Géoréférencement du tracé

1 Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

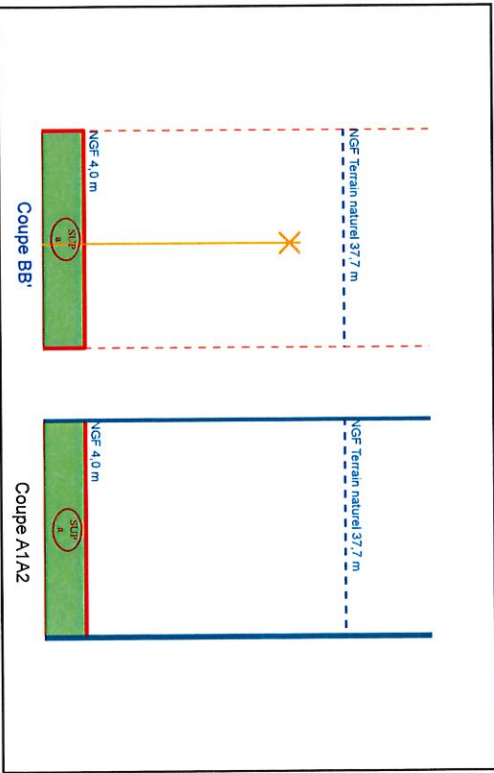
A Sommet du périmètre

SUP Service Utilité Publique

7.00 m Cotation graphique

LI Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

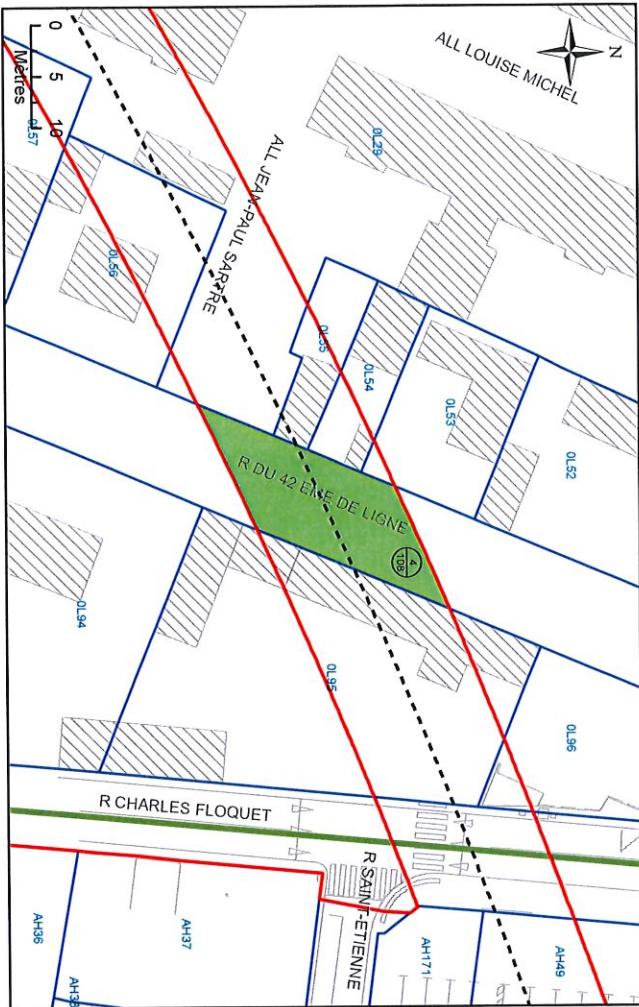
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - Rue du 42eme de Ligne - Section L n DP2 - Contenance 01a 86ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette	
				Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	186	a	Supérieure 11,0 m	Non délimitée
					Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

MATRISE POUVAGE

Société du Grand Paris

30, Avenue des Fruitiers

93200 Saint-DENIS

Société du Grand Paris

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1

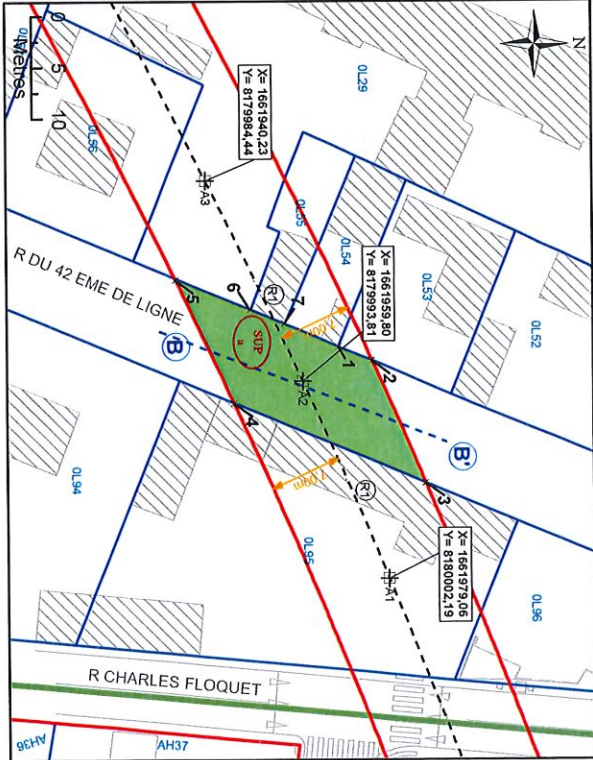
N° à l'état parcellaire : 4/108

Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tél : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tél : 01 48 95 09 58																		
		Emetteur		N° de marché		N° SGP		Spécialité		Phase		Type de document		N° de plan et Folio		Indice			
		ATGT		11LO7MAXX		XXX		FON		HPH		212		4826		04082017		a 1	
		Echelle : 1/500		FR A3		Coordonnées : RGF93 CC46		Nivellement : NGF IGN 69											

N°3: Plan en Tréfonds 1/500



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Emprise du projet

Limite parcellaire

Axe du tracé du projet

Axe de la coupe

K 61

N° au plan parcellaire

N° au plan parcellaire

Partie du tracé définie par un arc

(3 points)

A1

Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

Sommet du périmètre

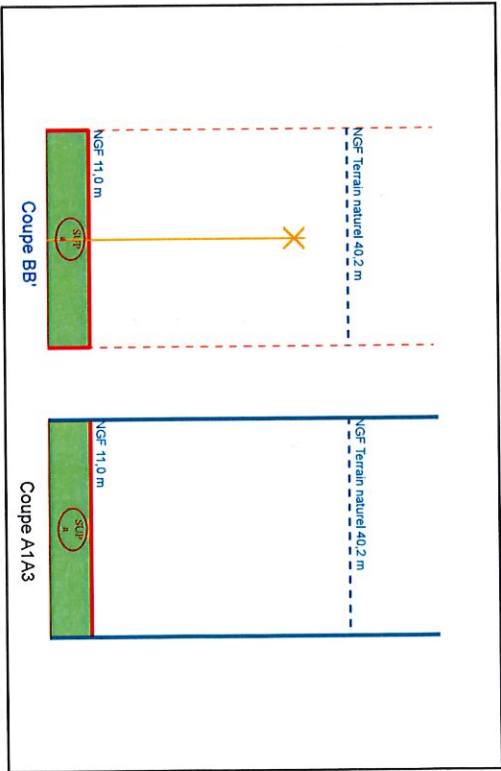
Servitude Utilité Publique

Cotation graphique

Partie du tracé définie par une ligne

(2 points)

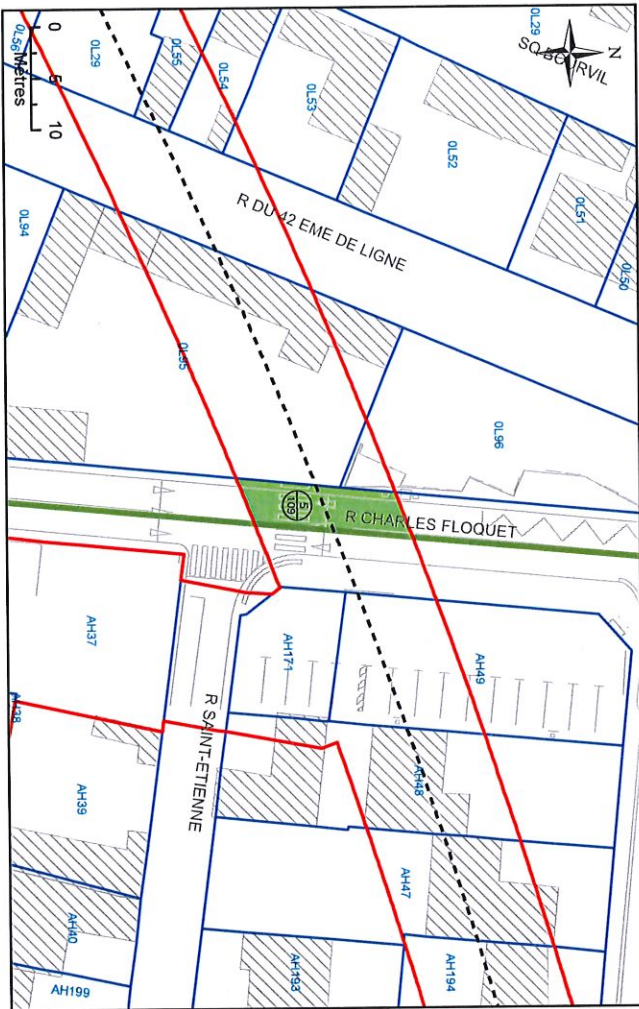
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - Rue Charles Floquet - Section L n°DP3 - Contenance 66ca

Niveau	Designation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette	
				Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	66	a	Supérieure Inférieure Non délimitée	Verte

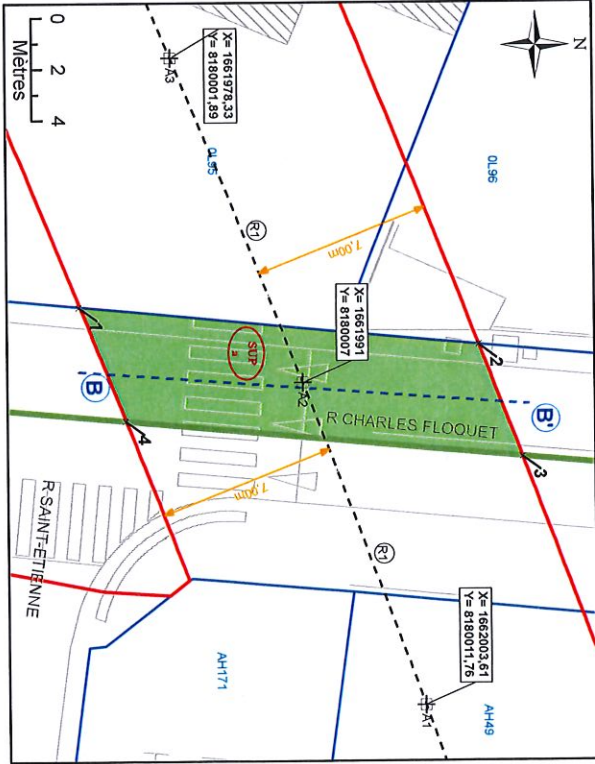
Altimétrie : NGF, système IGN69

MAÎTRISE D'OUVRAGE		RÉSEAU DE TRANSPORT PUBLIC DU GRAND PARIS - LOT 1	
Société du Grand Paris		N° à l'état parcellaire : 5/109	
30, Avenue des Frutiers 93200 Saint-Denis		Servitude d'Utilité Publique	

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE:		ÉMETTEUR:	
SEGAT 6bis, rue Jean Bonnet 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point		ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	
		Échelle : 1/200	
		Ft. A3	
		Coordonnées : RGFS3 C248	
		Nivellement : NGF IGN 69	

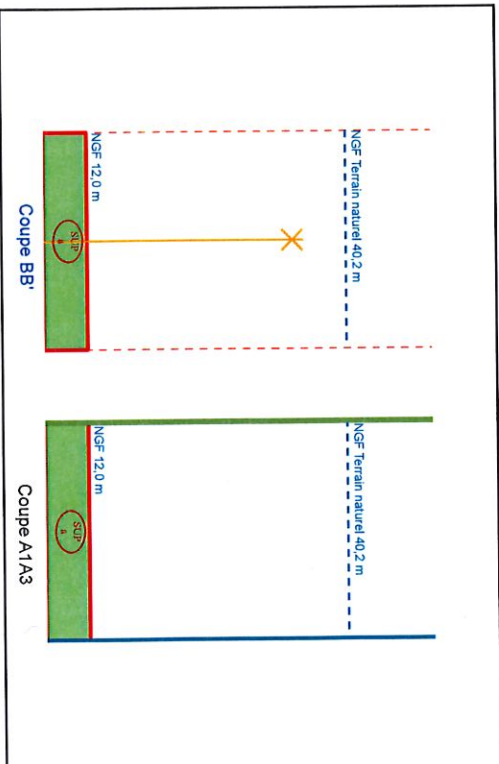
N°3: Plan en Tréfonds 1/200



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende	
	Emprise du projet
	Limite parcellaire
	Axe du tracé du projet
	Axe de la coupe
	Numéro de parcelle
	N° au plan parcellaire
	N° de l'enquête publique
	Partie du tracé définie par un arc (3 points)
	Géoréférencement du tracé
	Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds
	Sommet du périmètre
	Servitude Utilité Publique
	Cotation graphique
	Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

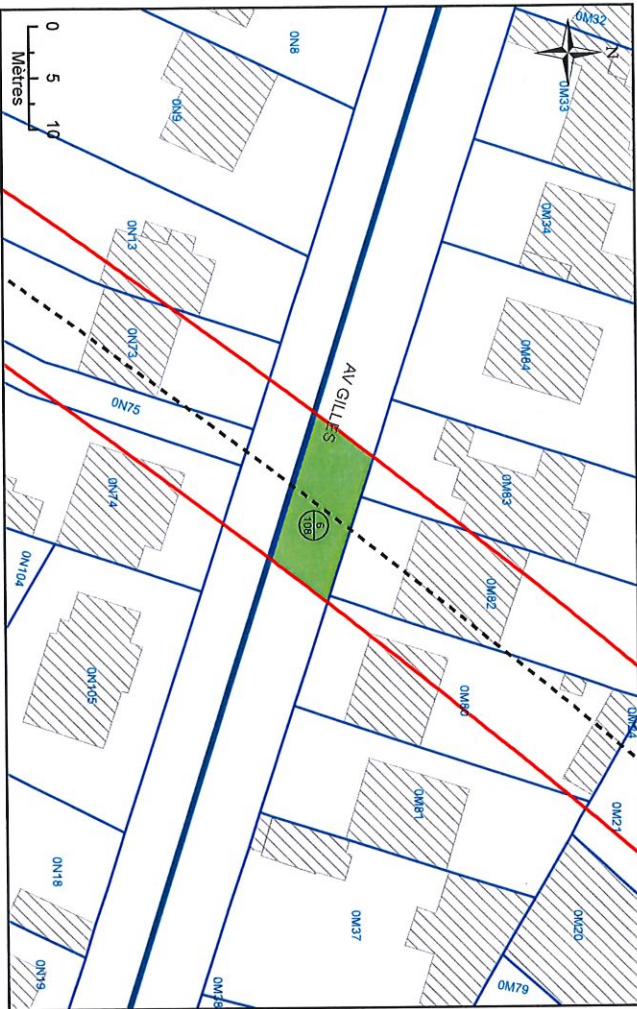
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - Avenue Gilles - Section M n°DP1 - Contenance 01a 01ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette		Teinte
				Cote altimétrique (NGF)	Intérieur	
Tréfonds	Emprise SGP	101	a	1,0 m	Non délimitée	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

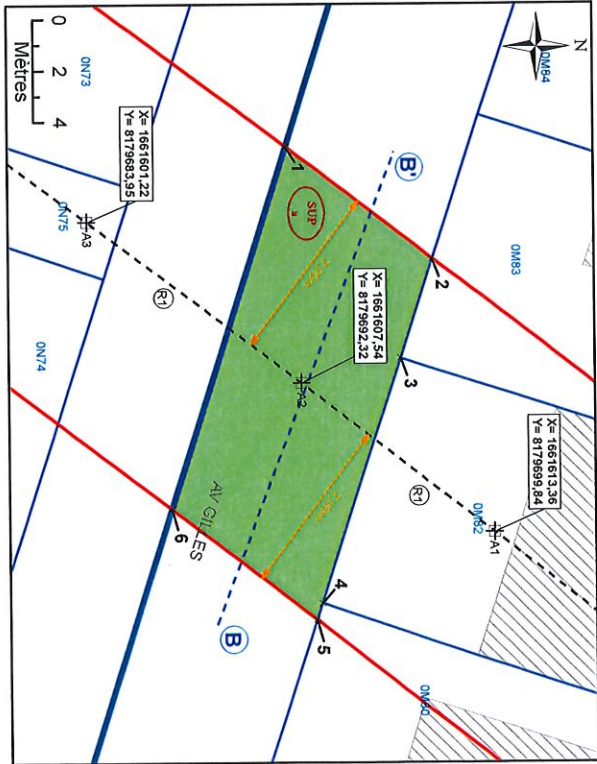
MATRISSE DOUVAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Fruitières  
93200 Saint-DENIS

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 6/108  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnetloix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur ATGT	N° de marché 11LOTXMSXX	N° SGP XXX	Spécialité FON	Phase HPI	Type de document 212	N° de plan et Folio 46326 04/09/2017	Indice a 1
---	---	------------------	----------------------------	---------------	-------------------	--------------	-------------------------	--	---------------

N°3: Plan en Tréfonds 1/200



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

**Légende**

Emprise du projet

Limite parcellaire

Axe du tracé du projet

Axe de la coupe

K 61 Numéro de parcelle

4 N° au plan parcellaire

171 de l'enquête publique N°1

R1 Partie du tracé définie par un arc (3 points)

A1 Géoréférencement du tracé

1 Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

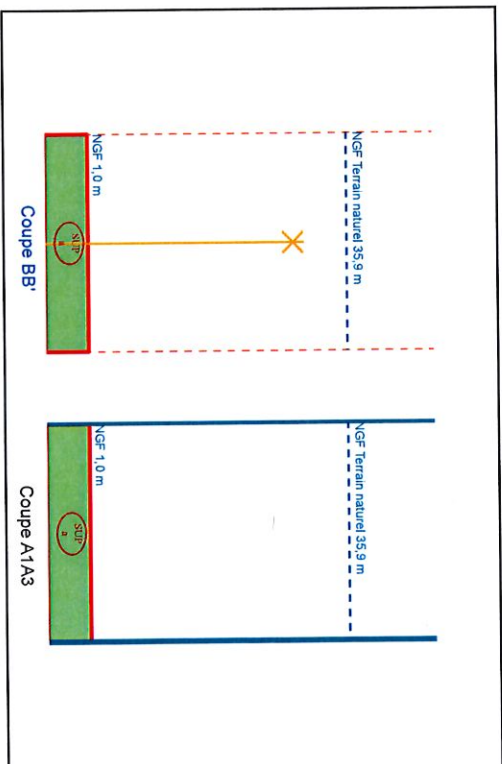
A Sommet du périmètre

SUP 7,00 m Service Utilité Publique

1 Cotation graphique

1 Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



Plan de zonage du quartier de la Gare à Paris. Le plan montre un réseau de rues avec des numéros de parcelles (OM, OP) et des zones d'usage. Une zone verte est marquée au centre, et une zone rouge est marquée à l'ouest. Des lignes de transport sont indiquées par des traits noirs et rouges.

		Descriptif de l'assiette				
Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m <sup>2</sup> )	Base	Cote altimétrique (NGF)		Teinte
				Supérieure	Inférieure	
Tréfonds	Emprise SGP	88	a	2,4 m	Non délimitée	Verte

MAÎTRISE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Fruitiers  
93200 Saint-DENIS



Société  
du Grand  
Paris

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 71/08  
Service de l'Utilité Publique

MANDATAIRE:		EMETTEUR:			
SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point		ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58			
Emetteur N° de marché N° SGP Spécialité Phase Type de document N° de plan et de Folio Indice	ATGT 11LO7MSXX XXX FON HPH 212 48526 04/03/2017 a 1				
	Echelle : 1/200 FLA3 Coordonnées : RGFS3 CC49 Mesurement : NCF IGN 69				

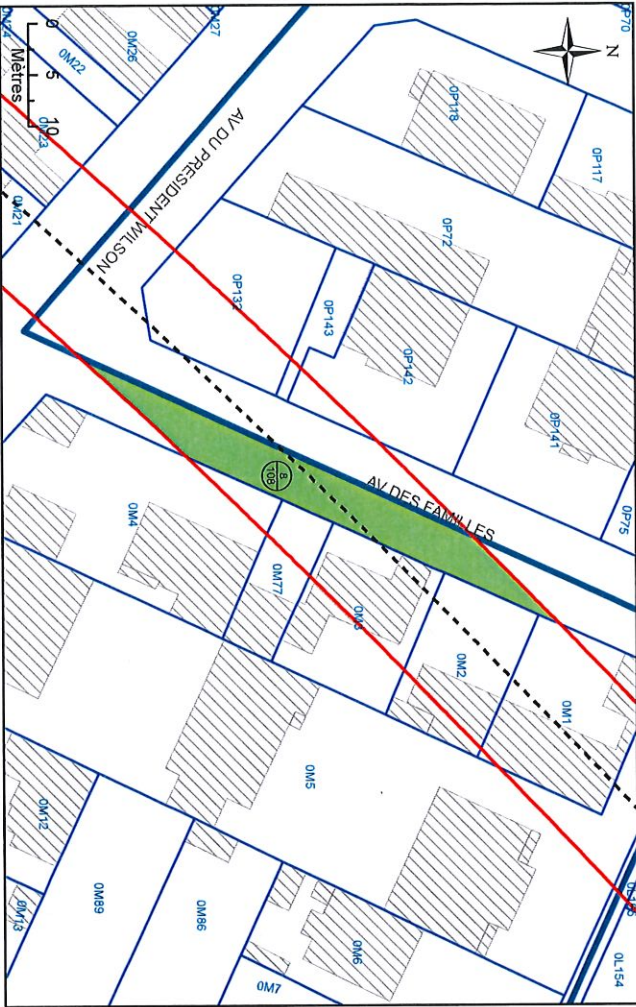
**Légende**

- Emprise du projet
- Unité parcellaire
- Axe du tracé du projet
- Axe de la coupe
- K 61** Numéro de parcelle
- $\frac{N^{\circ} \text{ au plan parcellaire}}{N^{\circ} \text{ de l'enquête publique}}$  N°1
- $\frac{1}{11}$  Partie du tracé définie par un arc (3 points)
- A1** Géoréférencement du tracé
- 1** Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tétraèdre
- A** Sommet du prisme
- Sup** Servitude Utilité Publique
- 7,00 m** Cotation graphique
- $\frac{1}{11}$  Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

NB : Cotes NGF Terrain issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Descriptif de l'assiette		
			Base	Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	186	a	Supérieure 3,5 m	Non délimitée
					Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

MAÎTRISE D'OUVRAGE

Société du Grand Paris

30, Avenue des Frutiers

93200 Saint-Denis

Société du Grand Paris

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1

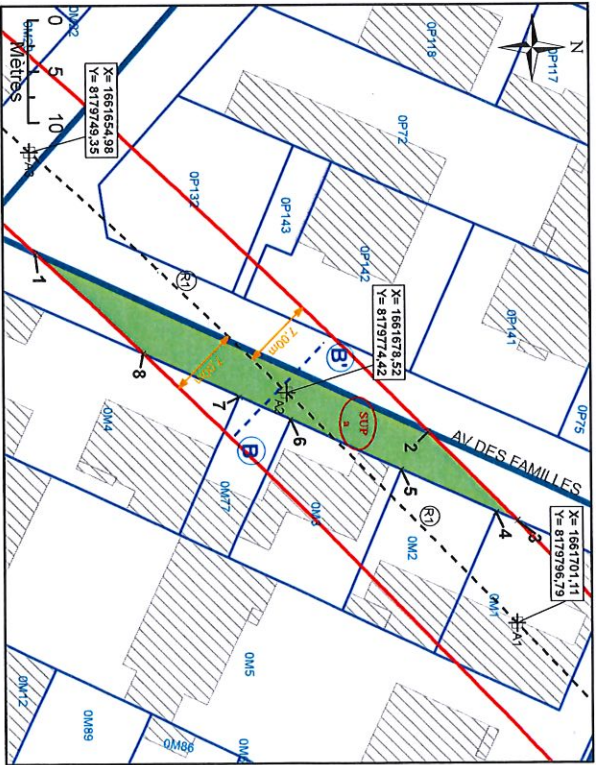
N°a l'état parcellaire : 8/108

Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE:	EMETTEUR:	Emetteur	N°de marché	N°SGP	Spécialité	Phase	Type de document	N°de plan et Folio	Index
SEGAT	ATGT	ATGT	11LOTXMAXX	XXX	FON	PHI	212	04062017	a 1
6bis, rue Jean Bonnefoix	34-36 Avenue Louis Aragon	93000 BOIGNY							
94200 Ivry-sur-Seine									
Tel : 01 45 15 23 00	Tel : 01 48 95 09 58								
Yann Point									

N°3: Plan en Tréfonds 1/500



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende

Emprise du projet

Limite parcellaire

Axe du tracé du projet

Axe de la coupe

K 61 Numéro de parcelle

N°au plan parcellaire de l'enquête publique N°11

Partie du tracé définie par un arc (3 points)

A1 Géoréférencement du tracé

1 Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

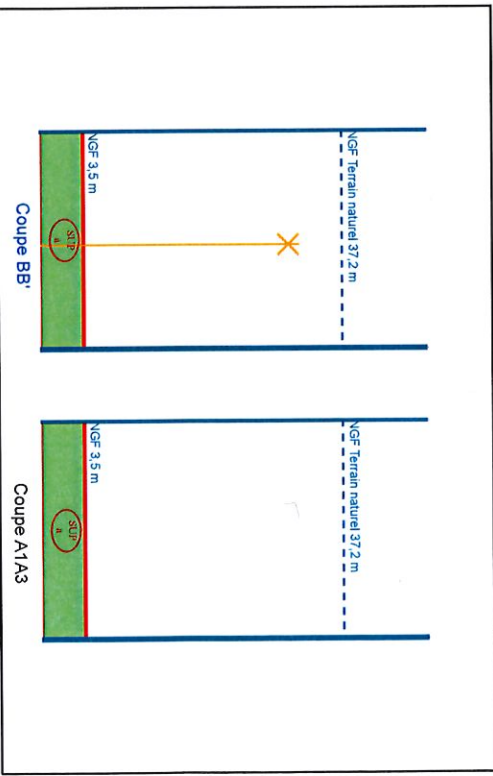
A Sommet du périmètre

SUP Surface Publique

7,60 m Cotation graphique

Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

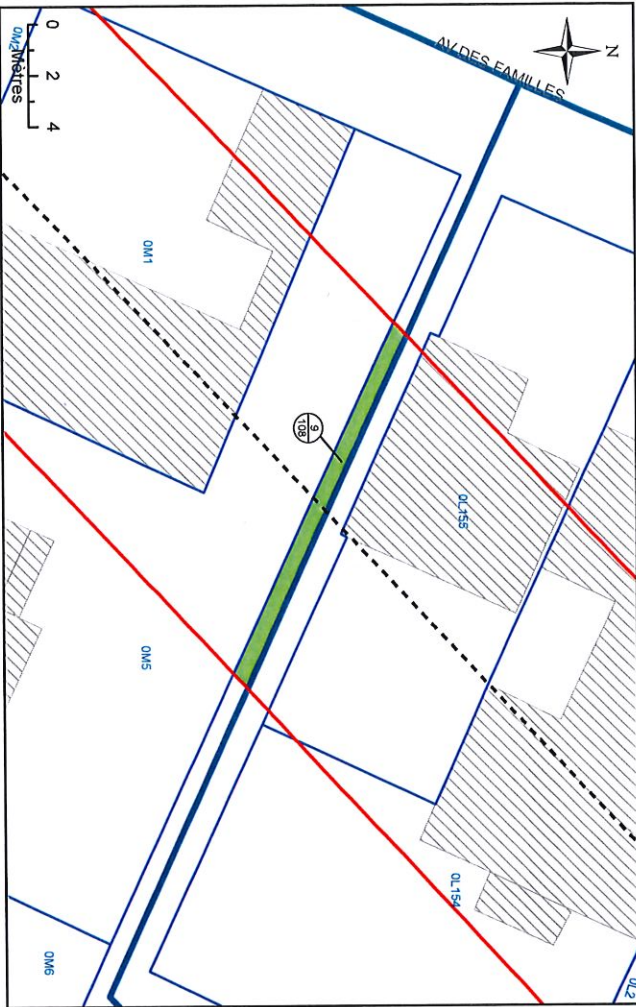
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/200



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique  
Joinville-le-Pont - Impasse de Breigny - Section M n°DP4 - Contenance 11ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Cote altimétrique (NGF)		Teinte
				Supérieure	Inférieure	
Tréfonds	Emprise SGP	11	a	4,0 m		Verre

Altimétrie : NGF, système IGN69

MAÎTRISE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Fruiliers  
93200 Saint-Denis

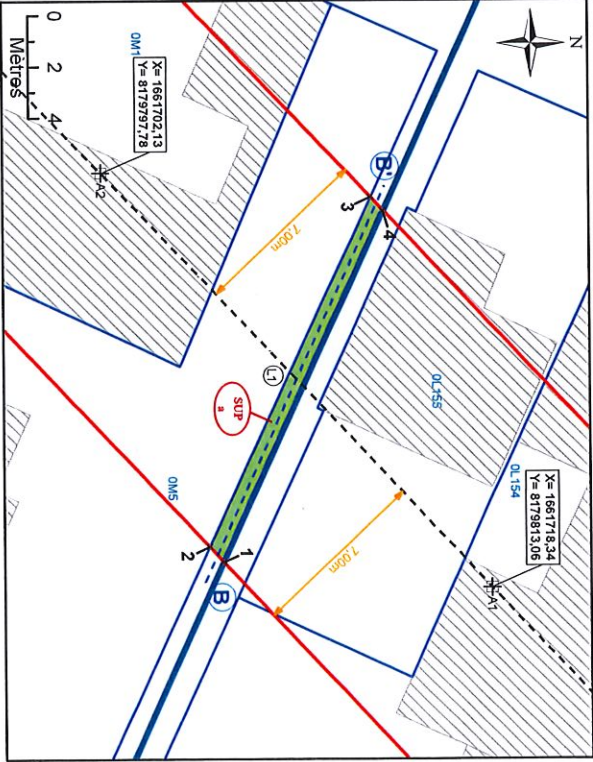
**Société du Grand Paris**

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 9/108  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation


MANDATAIRE:	EMETTEUR:	Emetteur	N° de marché	N° SGP	Spécificité	Phase	Type de document	N° de plan et de folio	Indice
SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	ATGT	11LOTXMSXX	XXX	FON	HPH	212	04002017	a 1
Echelle : 1/200			Fr.A3	Coordonnées : RGF93 CG49		Métadonnées : NGF IGN 69			


N°3: Plan en Tréfonds 1/200





NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.


**Légende**


 Emprise du projet


 Limite parcellaire


 Axe du tracé du projet


 Axe de la coupe


 K 61 Numéro de parcelle


 4 N° au plan parcellaire


 11 Partir du tracé défini par un atc (3 points)


 A1 Géoréférencement du tracé

 1 Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

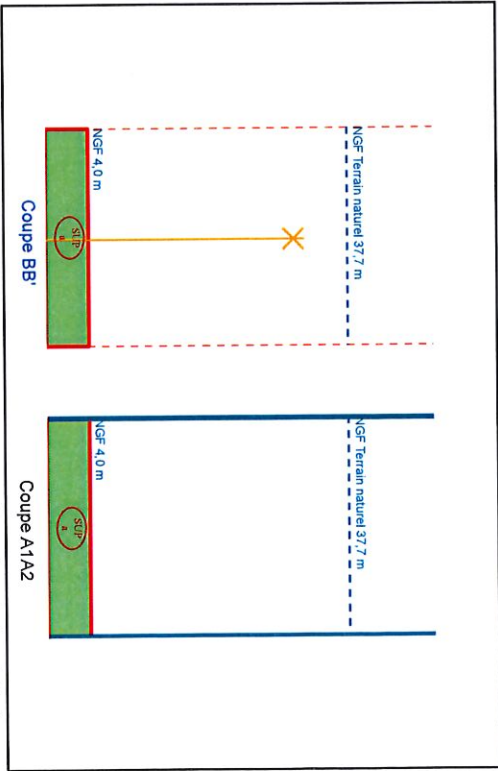
 A Sommet du périmètre

 SUP Servitude Utilité Publique

 7,00 m Cotation graphique

 11 Partir du tracé défini par une ligne (2 points)

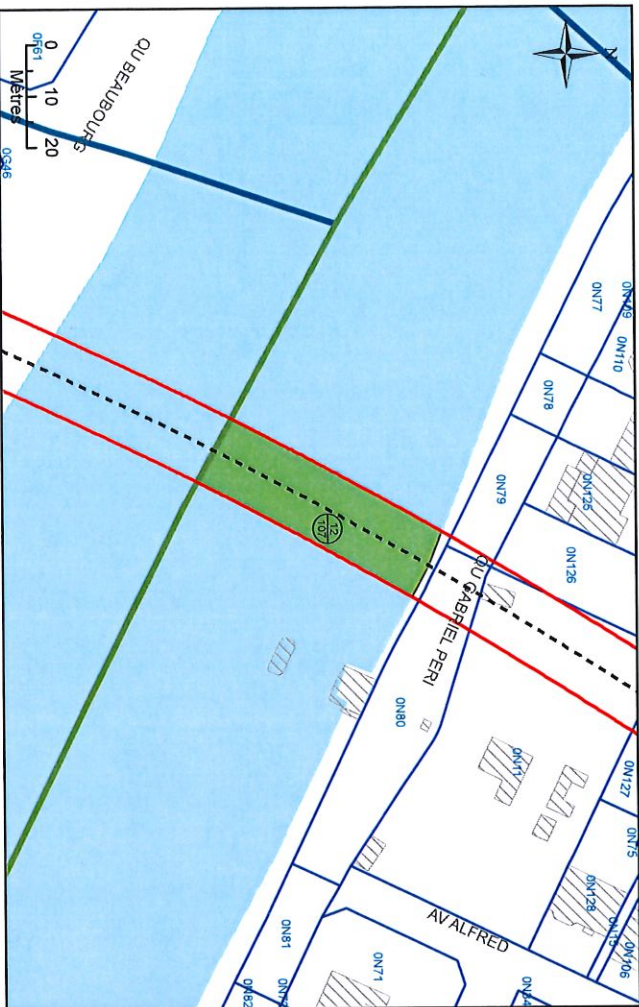
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/1 000




## N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - La Marne - Section N°DP1 - Co ntenance 06a 64ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette	
				Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	664	a	-1,5 m	Non délimitée
					Verre

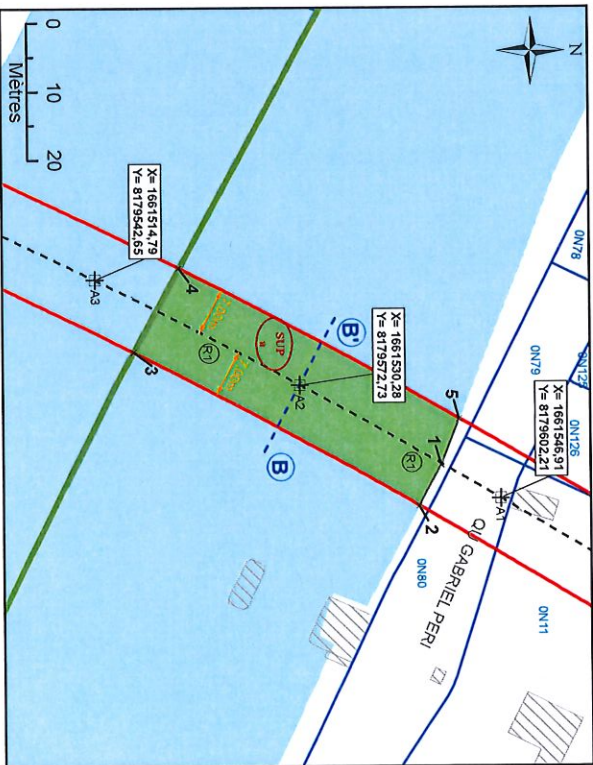
Altimétrie : NGF, système IGN69

MATRISE D'OUVRAGE Société du Grand Paris 30, Avenue des Fruitières 93200 Saint-DENIS		Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1	
		N° à l'état parcellaire : 12/107	
		Servitude d'Utilité Publique	

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur		N° de marché		N SGP		Spécialité		Phase		Type de document		N° de plan et Folio		Indice
		ATGT		11LOTMAXXX		XXX		FON		HPH		212		46826 2509/2017		
		Echelle : 1/750		Fr.A3		Coordonnées : RGF93 CC40		Nivellement : NGF IGN 69								

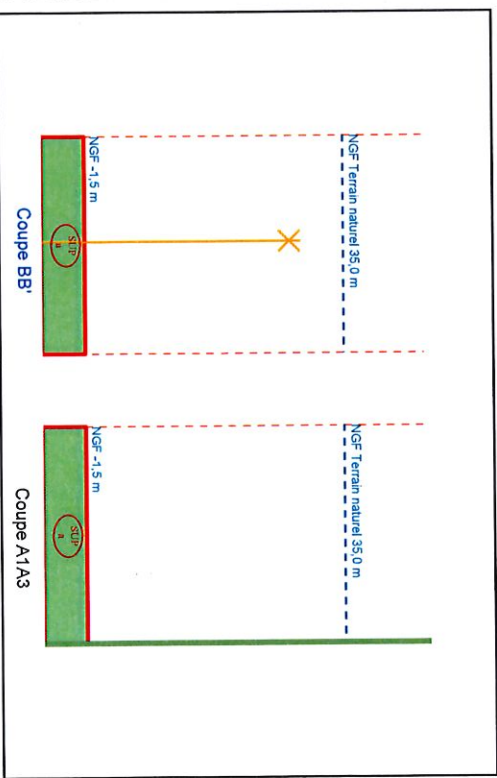
N°3: Plan en Tréfonds 1/750



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende	
	Emprise du projet
	Limite parcellaire
	Axe du tracé du projet
	Axe de la coupe
	N° au plan parcellaire
	N° de la parcelle
	Partie du tracé définie par un sac
	Géoréférencement du tracé
	Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds
	Sommet du périmètre
	Servitude d'Utilité Publique
	Cotation graphique
	Partie du tracé définie par une ligne

## N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.












		Descriptif de l'assiette				
Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m <sup>2</sup> )	Base	Cote altimétrique (NGF)		Teinte
				Supérieure	Inférieure	
Tréfonds	Emprise SGP	78	a	0,8 m	Non délimitée	Verte

		Descriptif de l'assiette				
Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m <sup>2</sup> )	Base	Cote altimétrique (NGF)		Teinte
				Supérieure	Inférieure	
Tréfonds	Emprise SGP	78	a	0,8 m	Non délimitée	Verte

MATRISE D'OUVRAGE  
 Société du Grand Paris  
 30, Avenue des Fruiliers  
 93200 Saint-DENIS  
 Société du Grand Paris  
 Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
 N° à l'état parcellaire : 14/108  
 Servitude d'Utilité Publique

MANDATAIRE:		EMETTEUR:			
SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoux 94200 Ivry-sur-Seine Tél : 01 45 15 23 00 Yam Point		ATGT 3436 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tél : 01 48 95 09 58			
Emetteur		N° de marché		Type de document	
ATGT		11LOTXMSXX		N° de plan et Fais	
		XXX		46326	
		FON		212	
		HPH		04/03/2017	
Echelle : 1:200		F1-A3		a 1	
Coordonnées : RGF93 C4-6		Niveaulement : NCF IGN 69			

Légende	
	Emprise du projet
	Unité parcelaire
	Axe du tracé du projet
	Axe de la coupe
<b>K 61</b>	Numéro de parcelle
	N° au plan parcellaire de l'enquête publique N°11
	Partie du tracé définie par un arc (3 points)
<b>A1</b>	Géoréférencement du tracé
<b>1</b>	Somme du Volume 1, fraction de la parcelle en tétrons
	Somme du périmètre
	Servitude Utilité Publique
<b>7,00 m</b>	Coture graphique
	Partie du tracé définie par une ligne (2 points)

The image contains two diagrams illustrating the layout of two different models, Coupe BB and Coupe A1A3.

**Coupe BB:** The diagram shows a green rectangular area with a red border. A yellow 'X' mark is positioned on the right side. A yellow line extends from the 'X' mark to the left, ending at a red circle labeled 'S17' with a red dot in the center. The text 'NGF Terrain naturel 35,9 m' is written above the green area, and 'NGF 0,8 m' is written below it.

**Coupe A1A3:** The diagram shows a green rectangular area with a red border. A yellow 'X' mark is positioned on the right side. A yellow line extends from the 'X' mark to the left, ending at a red circle labeled 'S17' with a red dot in the center. The text 'NGF Terrain naturel 35,9 m' is written above the green area, and 'NGF 0,8 m' is written below it.

NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



## N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - 23b av president wilson - Section P n°132 - Contenance 02a 28ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette		
				Cote altimétrique (NGF)	Superficie	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	99	a	2,8 m	Non délimitée	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

MATRISE D'OUVRAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Frutiers  
93200 Saint-DENIS

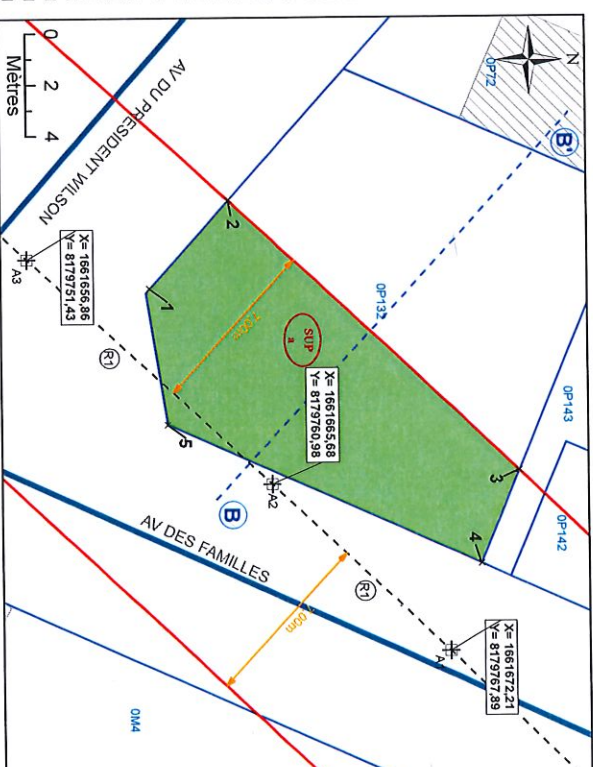


Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 15/302  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

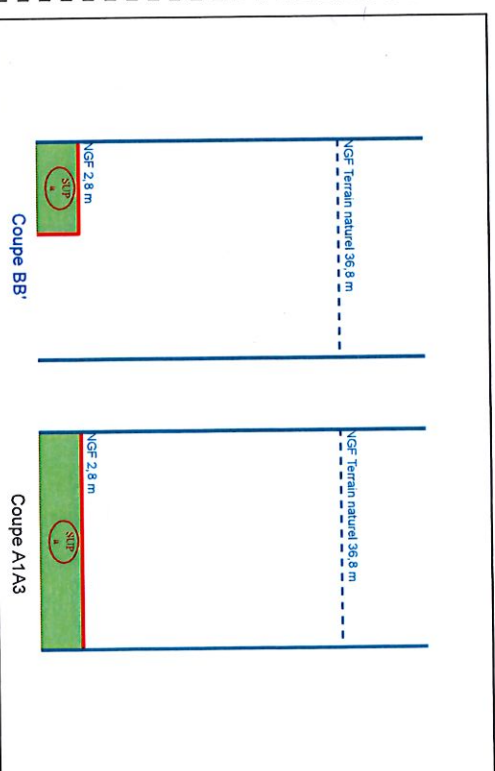
MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Bonnefoix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur ATGT	N° de marché 11LOTMSXX	N° SGP XXX	Spécificité FOI	Phase HPI	Type de document 212	N° de plan et folio 4825 0408/2017	Indice a 1
Echelle : 1/200			FL A3	Coordonnées : RGFS3 CC48		Nivellement : NGF IGN 69			

N°3: Plan en Tréfonds 1/200



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

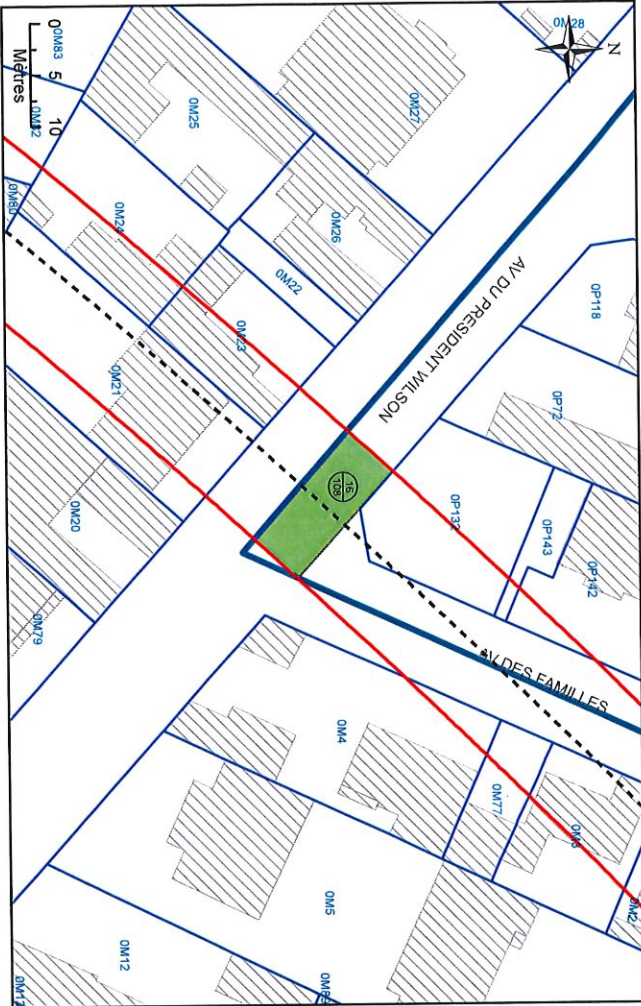
## N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N°2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - Avenue du Président Wilson - Section P n°DP1 - Contenance 82ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Base	Descriptif de l'assiette		Teinte
				Cote altimétrique (NGF)	Intérieur	
Tréfonds	Emprise SGP	82	a	2,5 m	Non délimitée	Verte

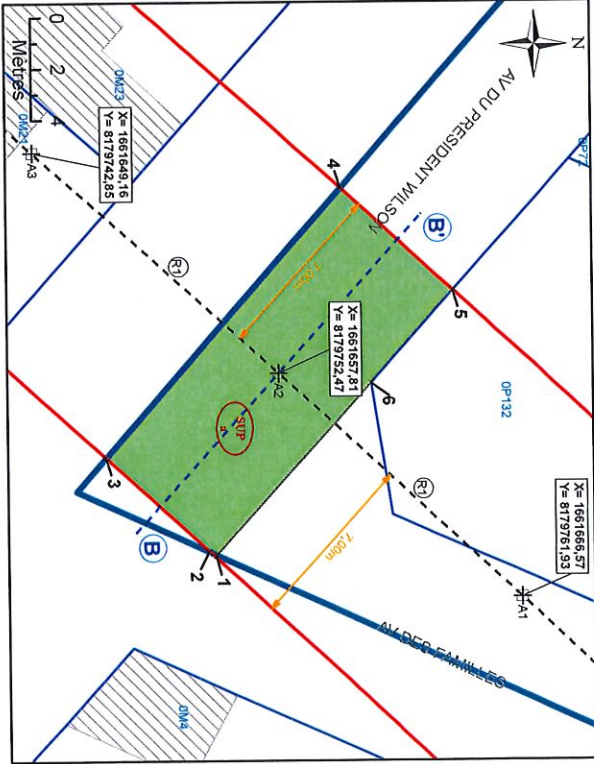
Altimétrie : NGF, système IGN69

MAÎTRISE D'OUVRAGE		Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1	
Société du Grand Paris		N° à l'état parcellaire : 16/108	
30, Avenue des Frères		Servitude d'Utilité Publique	
93200 Saint-Denis			

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE:		EMETTEUR:			
SEGAT 6bis, rue Jean Bonnetloix 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point		ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58			
		Emetteur		N° de plan et Folio	
		ATGT		48205 0409/2017	
		Echelle : 1/200		a 1	
		FL A3			
		Coordonnées : RGF93 CC48		Nivellement : NGF IGN 69	

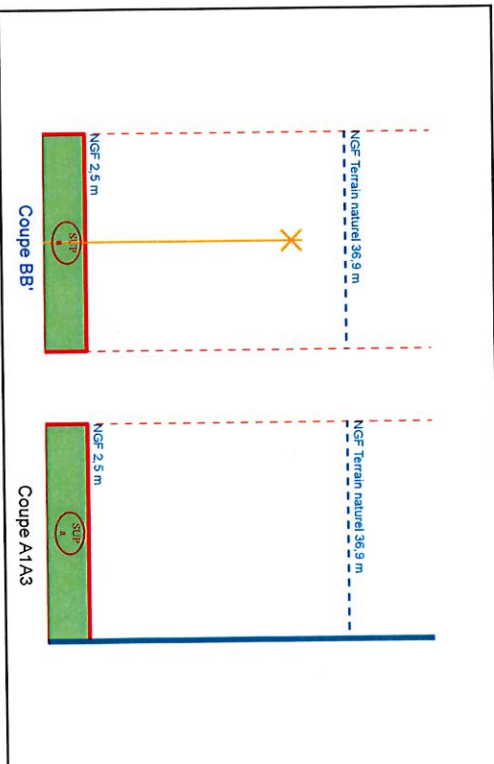
N°3: Plan en Tréfonds 1/200



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Légende		Géoréférencement du tracé	
	Emprise du projet	A1	Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds
	Limite parcellaire	1	Sommet du périmètre
	Axe du tracé du projet	A	Servitude Utilité Publique
	Axe de la coupe		Cotation graphique
	Numéro de parcelle		Partie du tracé définie par une ligne
	N° au plan parcellaire de l'enquête publique NT1		
	Partie du tracé définie par un arc (3 points)		

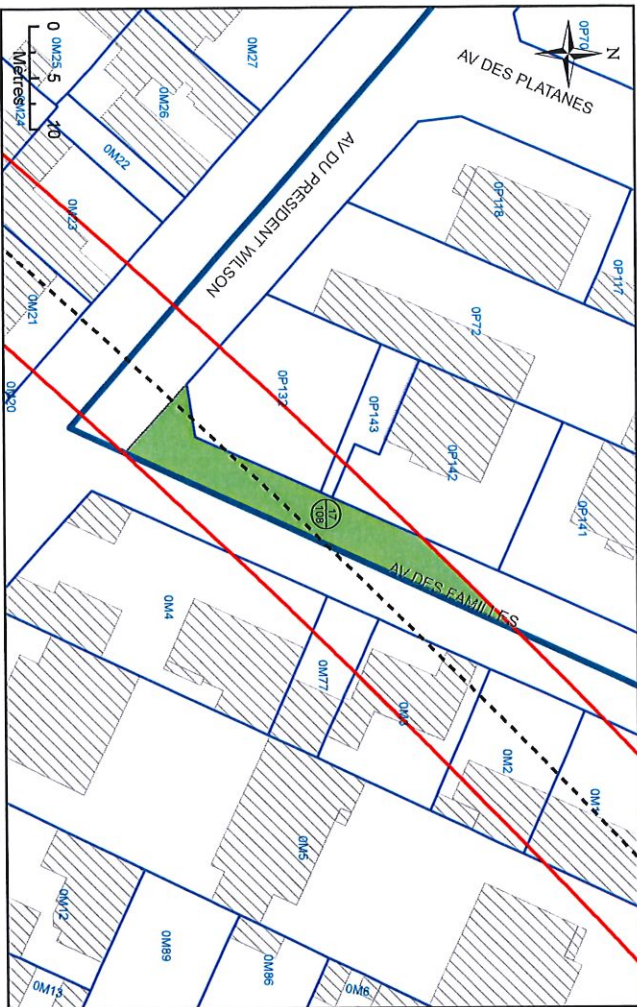
N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



N°1: Plan de Masse 1/500



N2: Assiette Volumétrique de la Servitude d'Utilité Publique

Joinville-le-Pont - Avenue des Familles - Section P n DP2 - Contenance 01a 65ca

Niveau	Désignation sommaire	Superficie (m²)	Descriptif de l'assiette		
			Base	Cote altimétrique (NGF)	Teinte
Tréfonds	Emprise SGP	165	a	Supérieure 3,3 m Inférieure Non délimitée	Verte

Altimétrie : NGF, système IGN69

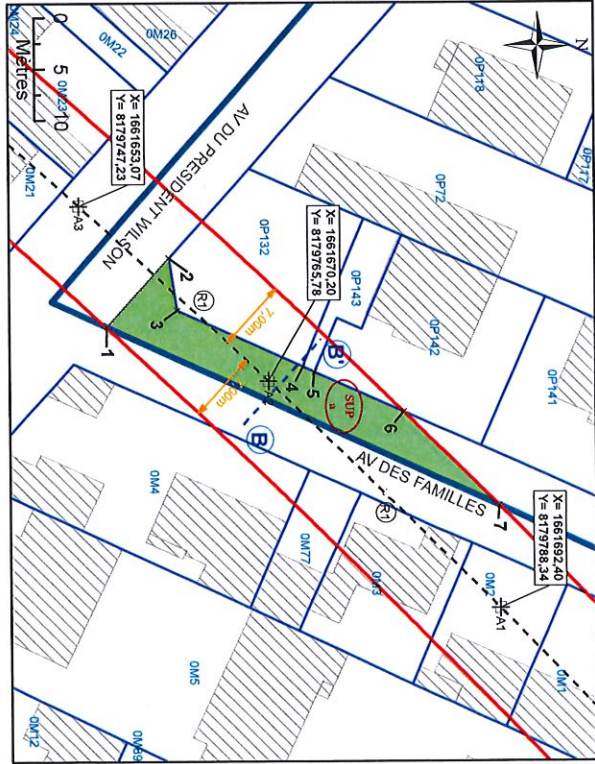
MATRISSE POUVAGE  
Société du Grand Paris  
30, Avenue des Frutiers  
93200 Saint-DENIS

Réseau de transport public du Grand Paris - Lot 1  
N° à l'état parcellaire : 17/108  
Servitude d'Utilité Publique

Ce document est la propriété de la SGP - Toutes reproductions et communications sont interdites sans autorisation

MANDATAIRE: SEGAT 6bis, rue Jean Borneilox 94200 Ivry-sur-Seine Tel : 01 45 15 23 00 Yann Point	EMETTEUR: ATGT 34-36 Avenue Louis Aragon 93000 BOBIGNY Tel : 01 48 95 09 58	Emetteur ATGT	N° de marché 11L07MAXXX	N° SGP XXX	Spécificité FON	Phase HPH	Type de document 212	N° de plan et Folio 4826 04082017	Indice a 1
Echelle : 1/500			Fi-A3	Coordonnées : RGF93 CC46		Mise à jour : NGF IGN 69			

N°3: Plan en Tréfonds 1/500



NB : SUP sans valeur de délimitation du périmètre du terrain, ni bornage.

Emprise du projet

Limite parcellaire

Axe du tracé du projet

Axe de la coupe

Numéro de parcelle

N° au plan parcellaire

Partie du tracé définie par un arc

A1

1

A

7,00 m

(1)

Géoréférencement du tracé

Sommet du Volume 1, fraction de la parcelle en tréfonds

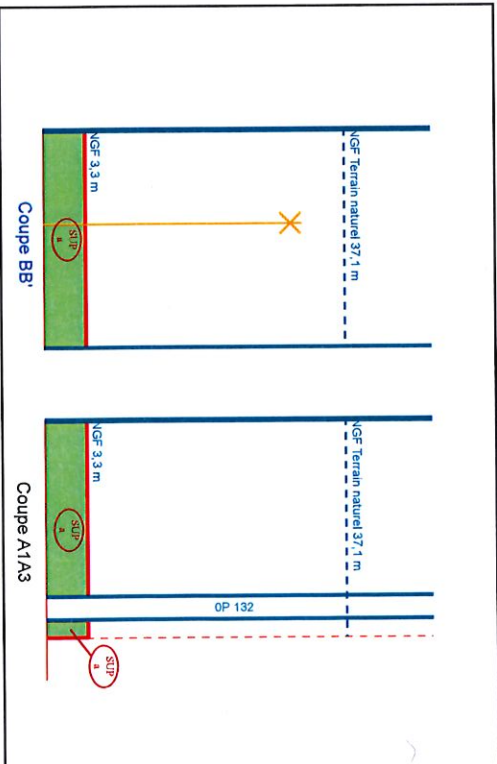
Sommet du périmètre

Servitude Utilité Publique

Cotation graphique

Partie du tracé définie par une ligne

N°4: Coupe



NB : Cotes NGF Terrain Naturel issues de la BD ALTI. Représentations et valeurs indicatives.



## Révision du Plan local d'urbanisme de Joinville-le-Pont

### **Liste des annexes au Plan local d'urbanisme**

Annexe 0 : Document graphique

Annexe 1 : Liste des servitudes d'utilités publique

Annexe 1.2 : Plan des servitudes d'utilités publique

Annexe 2.1 : Arrêté préfectoral portant approbation du Plan de prévention des risques d'inondations du Val-de-Marne

Annexe 2.2 : Notice du Plan de prévention des risques d'inondations du Val-de-Marne

Annexe 2.3 : Règlement du Plan de prévention des risques d'inondations du Val-de-Marne

Annexe 2.4 : Plan de zonage réglementaire du Plan de prévention des risques d'inondations du Val-de-Marne

Annexe 3.1 : Mise à jour des servitudes d'utilité publique à proximité des canalisations de transport de matières dangereuses

Annexe 3.2 : Arrêté préfectoral n°2016/3905 du 22/12/2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbure et de produits chimiques (GRT GAZ)

Annexe 4.1 : Délibération du Conseil Municipal du 14/10/2014 instaurant un droit de préemption urbain sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux sur la commune de Joinville-le-Pont

Annexe 4.2 : Etude Bénénice « Pour la ville et le commerce- Etablissement d'un périmètre de préemption (mars 2013) »

Annexe 4.3 : Délibération du Conseil de Territoire de Paris Est Marne et Bois portant délégation du droit de préemption urbain de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois à la commune de Joinville-le-Pont

Annexe 4.4 : Plan de zonage du droit de préemption urbain sur commune de Joinville-le-Pont

Annexe 5.1 : Délibération du Conseil Municipal du 21/03/2007 relative au bilan de la concertation préalable à la création de la Zone d'aménagement concertée des Hauts-de-Joinville

Annexe 5.2 : Délibération du Conseil Municipal du 31/05/2010 approuvant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) relative aux Hauts-de-Joinville

Annexe 5.3 : Délibération du Conseil Municipal du 31/05/2010 relative à la procédure de déclaration d'utilité publique sur l'opération de la Zone d'aménagement concertée des Hauts-de-Joinville et au non renoncement de l'opération et déclaration de projet

Annexe 5.4 : Arrêté préfectoral n°2010/5770 déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de la Zone d'aménagement concertée des Hauts-de-Joinville

Annexe 5.5 : Délibération du Conseil Municipal du 26/09/2011 instaurant la taxe d'aménagement sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont

Annexe 5.6 : Délibération du Conseil Municipal du 29/06/2015 relative à la demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique prise dans le cadre de la Zone d'aménagement concertée des Hauts-de-Joinville

Annexe 5.7 : Arrêté préfectoral n°2015/1846 de prorogeant la déclaration d'utilité publique concernant l'opération d'aménagement de la Zone d'aménagement concertée des Hauts-de-Joinville

Annexe 6.1 : Arrêté préfectoral n°2002/06 relatif au classement sonore du réseau routier national et autoroutier dans certaines communes du département du Val-de-Marne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant

Annexe 6.2 : Arrêté préfectoral n°2002/07 relatif au classement sonore du réseau routier départemental dans certaines communes du département du Val-de-Marne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant

Annexe 6.3 : Arrêté préfectoral n°2002/08 relatif au classement sonore du réseau ferroviaire et de transports en commun en site propre dans certaines communes du département du Val-de-Marne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant

Annexe 6.4 : Plan de classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Annexe 7.1 : Délibération du Conseil Municipal du 16/12/2014 approuvant le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de Joinville-le-Pont

Annexe 7.2 : Etude SOLDATA ACOUSTIC relative au PPBE de Joinville-le-Pont (16/12/2014)

Annexe 8.1 : Arrêté préfectoral n°2000/3300 portant définition des zones à risques d'exposition au plomb pour le département du Val-de-Marne  
Annexe 8.2 : Arrêté préfectoral n°2000/3558 modifiant l'arrêté préfectoral n°2000/3300 portant définition des zones à risques d'exposition au plomb pour le département du Val-de-Marne

Annexe 9.1 : Délibération du Conseil Municipal du 24/10/1996 approuvant le règlement du service d'assainissement

Annexe 9.2 : Plan d'assainissement ville de Joinville-le-Pont

Annexe 10 : Réseau du réseau d'eau Véolia juin 2017

Annexe 11.1 : Arrêté préfectoral n°2015/2362 du 31/07/2015 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Val-de-Marne

Annexe 11.2 : Arrêté préfectoral n°2015/2380 du 31/07/2015 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département du Val-de-Marne

Annexe 11.3 : Liste des ICPE 94



Annexe 12.1 : Arrêté communal définissant la réglementation spéciale de la publicité sur le territoire de la commune en application de l'article 13 de la loi n°79.1150 du 29/12/1979 relative à la publicité aux enseignes et pré-enseignes.

Annexe 12.2 : plans communaux des zones de publicité

Annexe 13.1 : Notice relative au risque de retrait-gonflement des sols argileux

Annexe 14.1 : Arrêté préfectoral n° 2000/2650 du 31/07/2000 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des prises d'eau de l'usine de de Société anonyme de gestion des eaux de Paris et autorisation de prélèvement et rejet en Marne.

Annexe 14.2 : Arrêté inter préfectoral n° 2009/3672 du 28/09/2009 portant autorisation de modification de la filière de traitement de l'usine de production d'eau potable de la régie eau de Paris sise à Joinville le Pont et complétant l'arrêté préfectoral n° 2000/2650 du 31/07/2000 portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des prises d'eau de l'usine de de Société anonyme de gestion des eaux de Paris et autorisation de prélèvement et rejet en Marne

Annexe 15.1 : Carte de la DRAC des zones de sensibilité archéologique JOINVILLE LE PONT 94.042

Annexe 15.2 : Carte de la DRAC des zones de sensibilité archéologique JOINVILLE LE PONT 94.042 (Val-de-Marne)

Annexe 16.1 : Courrier de la Préfecture du 07/11/2018 relatif aux risques d'affaissement et d'effondrement de terrain liés à la présence d'anciennes carrières

Annexe 16.2 : Carte des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières – Commune de Joinville-le-Pont

Annexe 16.3 : Porter à connaissance – aléa mouvements de terrain liés aux anciennes carrières – Commune de Joinville-le-Pont

Annexe 17.1 : Secteurs d'information sur les Sols (SIS) : « Le hameau des bords de Marne (ex THOMSON) » ; « Manufacture Cartier Lunettes (MCL) » et « TOTAL relais Joinville »

Annexe 18.1 : Arrêté de l'Etablissement Public Paris Est Marne et Bois n°2019-A14 en date du 14/01/2019 de mise à jour du PLU intégrant l'arrêté préfectoral n°18-4119 en date du 14/12/2018 établissant, au profit de la société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 sud (tronçon Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont dans les documents annexes de servitudes d'utilité publique

Annexe 18.2 : arrêté préfectoral 2018/4119 établissant, au profit de la société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à l'établissement, à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien du tunnel ferroviaire de la ligne rouge 15 sud (tronçon Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs) du métro souterrain du réseau de transport public du Grand Paris sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont dans les documents annexes de servitudes d'utilité publique

Annexe 18.3 : état parcellaire - liste des propriétaires – Métro Grand Paris – ligne 15 sud – H56 – inter gare - gare Champigny – Centre <> gare Saint-Maur – Créteil.

Annexe 18.4 : 15 (quinze) plans de masse de l'assiette volumétrique de la servitude d'utilité publique.

Annexe 19.1 : Règlement Sanitaire Département du Val-de-Marne (Arrêté préfectoral n°85/5015 du 26/02/1985)



### ◆ Surface des zones :

Les surfaces des zones du PLU sont présentées dans le tableau suivant.  
La révision du PLU n'apporte que peu de changements.

Zone	Superficie avant révision du PLU (ha)	Superficie après révision du PLU (ha)
UAa	10,4	10,4
UAb	0,5	0,5
UB (incl. UBa et UBb)	25	25
UC	6,4	6,4
UCa	3,5	3,5
UD	1,05	1,05
UE	131	132
UG	1,1	1,1
UH	2,4	2,4
UL	0,9	0,9
UNa	21,5	20,5
UNb	9,8	9,8
UZ	1,7	1,7
N	5,3	5,3

\*Les surfaces ci-dessus ne prennent pas en compte les cours d'eau.

La révision du PLU de Joinville-le-Pont ne prévoit qu'une seule évolution du zonage. En accord avec les dispositions du PADD, notamment de l'orientation « mettre en valeur les réserves foncières du territoire communal » de l'axe 4, et de l'OAP n°3, certaines parcelles des « délaissés de l'autoroute » sont transférées de la zone UNa vers la zone UE. Ces terrains ont une superficie d'environ 1 ha.

### Evolutions du zonage du PLU

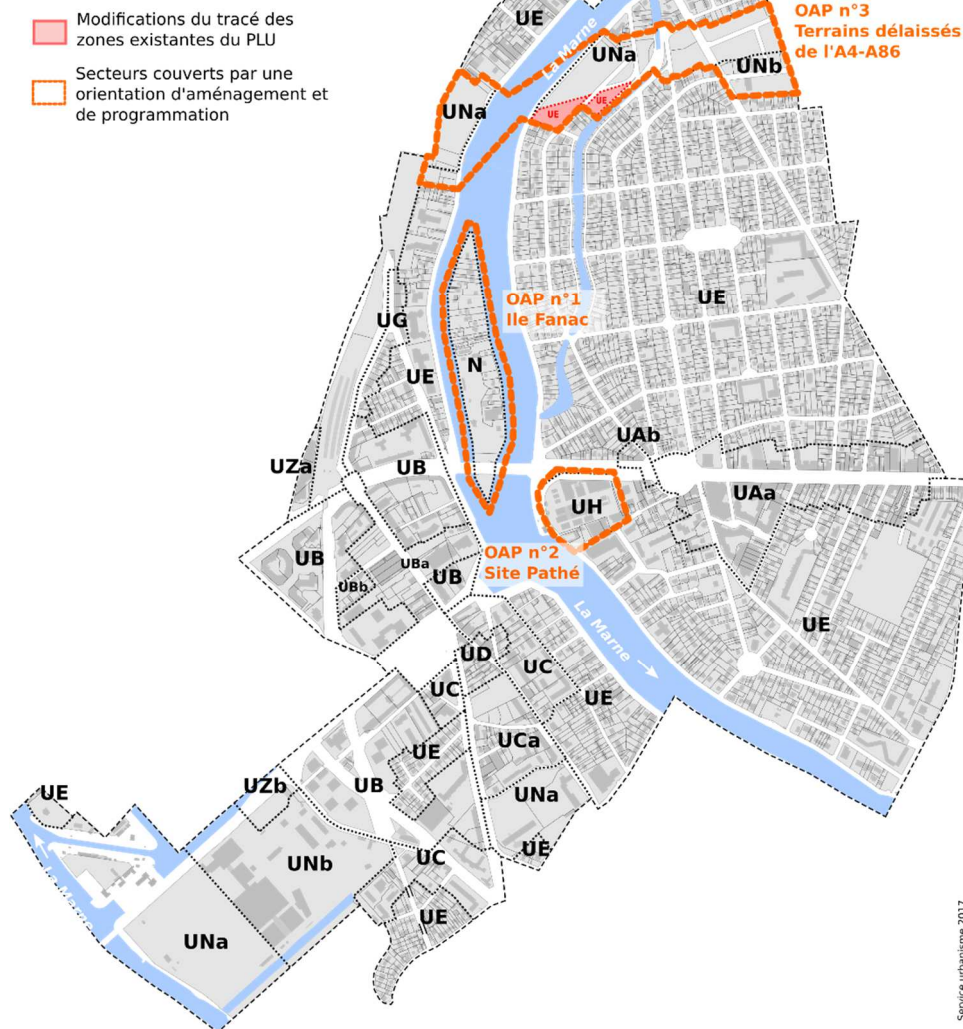


Figure 1 : carte d'évolution du zonage dans le cadre de la révision du PLU